



# Gazette Officielle de Québec

PUBLIÉE PAR AUTORITÉ

## QUEBEC OFFICIAL GAZETTE

PUBLISHED BY AUTHORITY.

PROVINCE DE QUEBEC

QUEBEC, SAMEDI, 3 DECEMBRE 1910.

AVIS DU GOUVERNEMENT.

Les avis, documents ou annonces reçus après midi le jeudi de chaque semaine, ne seront pas publiés dans la Gazette Officielle du samedi suivant, mais dans le numéro subséquent. 4925

Proclamation

Canada, Province de Québec. [L. S.] L. A. JETTÉ.

GEORGES V, par la Grâce de Dieu, Roi du Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande, et des possessions britanniques au-delà des mers, Défenseur de la Foi, Empereur des Indes.

A Nos Très Aimés et Fidèles Conseillers Législatifs de la Province de Québec et à nos Membres élus pour servir dans l'Assemblée Législative de Notre dite Province, sommés et appelés à une Assemblée de la Législature de Notre dite Province, qui devait se tenir et avoir lieu en Notre Cité de Québec, le TREIZIEME jour de DECEMBRE prochain—SALUT.

PROCLAMATION.

ATTENDU que l'Assemblée de la Législature de la Province de Québec se trouve prorogée au TREIZIEME jour du mois de DECEMBRE prochain.

NÉANMOINS, pour certaines causes et considérations, Nous avons jugé à propos, par et de l'avis de

PROVINCE OF QUEBEC

QUEBEC, SATURDAY, 3rd DECEMBER, 1910.

GOVERNMENT NOTICES

Notices, documents or advertisements received after noon on Thursday of each week, will not be published in the Official Gazette of the Saturday following, but in the next number. 4926

Proclamation

Canada, Province of Québec. [L. S.] L. A. JETTÉ.

GEORGE THE FIFTH, by the Grace of God, King of the United Kingdom of Great Britain and Ireland and of the British Dominions beyond the Seas, Defender of the Faith, Emperor of India.

To Our Beloved and Faithful the Legislative Councillors of the Province of Quebec and the Members elected to serve in the Legislative Assembly of Our said Province, and summoned and called to a Meeting of the Legislature of Our said Province, at Our City of Quebec, on the THIRTEENTH day of DECEMBER next—GREETING.

PROCLAMATION

WHEREAS the Meeting of the Legislature of the Province of Quebec stands prorogued to the THIRTEENTH day of the month of DECEMBER next.

NEVERTHELESS, for certain causes and considerations, We have thought fit by and with the advice

Notre Conseil Exécutif de la Province de Québec, de la proroger de nouveau au DIXIEME jour du mois de JANVIER prochain, de manière que vous ni aucun de vous n'êtes tenus ou obligés de paraître en Notre Cité de Québec, le dit TREIZIEME jour de DECEMBRE prochain, et Nous voulons en conséquence que vous et chacun de vous et tous autres y intéressés, paraissiez personnellement et soyez en Notre dite Cité de Québec, MARDI, le DIXIEME jour du mois de JANVIER prochain, pour la DÉPÊCHE DES AFFAIRES, et y traiter, faire, agir et conclure sur les matières qui, par la faveur de Dieu, en Notre Législature de la Province de Québec, pourront, par le Conseil Commun de Notre dite Province, être ordonnées.

En FOI DE QUOI, Nous avons fait émettre Nos présentes Lettres Patentes, et à icelles fait apposer le grand Sceau de Notre dite Province de Québec : TÉMOIN, Notre Très Fidèle et Bien-Aimé l'honorable SIR LOUIS AMABLE JETTÉ, Chevalier, Commandeur de Notre Ordre Très distingué de Saint-Michel et Saint-George, juge en chef de la cour du Banc du Roi dans la province de Québec, Administrateur du gouvernement de Notre province de Québec —

A Notre Hôtel du Gouvernement, en Notre Cité de Québec, dans Notre dite Province de Québec, ce VINGT-HUITIEME jour de NOVEMBRE, dans l'année de Notre Seigneur mil neuf cent dix, et de Notre Règne la première.

Par ordre,

L. G. DESJARDINS,  
Greffier de la Couronne en Chancellerie,  
Québec.

4931

### Nominations

Il a plu à Son Honneur l'Administrateur, le 25 novembre 1910, de nommer MM. M. Campeau, Alexis Piché et Chs Alarie, estimateurs de la municipalité de Brébeuf, comté de Labelle, en vertu des dispositions de l'article 728 du code municipal.

4907

Il a plu à Son Honneur le LIEUTENANT-GOUVERNEUR de révoquer la commission pour la décision sommaire des petites causes, en date du onzième jour de juin 1910, pour la paroisse de Sainte-Anne d'Yamachiche, et de nommer par commission, en date du vingt et un novembre 1910, MM. Hercule Milot, Charles Gélinas, fils de Carolus, cultivateurs, Onésime Trahan, rentier, Didier St. Louis, rentier, Ernest Langlois et Napoléon Lesieur, cultivateurs, membres de la dite commission.

4905

Il a plu à Son Honneur le LIEUTENANT-GOUVERNEUR, par ordre en conseil, en date du vingt et unième jour de novembre 1910, d'adjoindre à la commission de la paix pour le district de Pontiac : MM. Joseph Corriveau, propriétaire, canton Leslie, (Otter Lake, P. O.), Antime Gaudet, cultivateur, Saint-Placide, (Bearn), Narice Bordeleau, marchand, Lorrainville, Philippe Richard, cultivateur, canton Latulippe, et Adélard Grignon, cultivateur, Saint-Isidore (canton Laverlochère), dans le comté de Pontiac.

District de Saint-Hyacinthe.—MM. Ephraim Morin, cultivateur, Albert Houle, fromager, et Edouard Courchaine, cultivateur, de Saint-Simon, comté de Bagot.

District de Montréal.—MM. Nathan Hertz Godinsky, manufacturier, Moses Albert, pharmacien, Haralampos Koutsogiannopoulos, commerçant, John Taugher, commerçant, Arthur

and consent of Our Executive Council of the Province of Quebec, further to prorogue it to the TENTH day of the month of JANUARY next, so that you and each of you are not bound or obliged to appear in Our City of Quebec, on the said THIRTEENTH day of DECEMBER next, and We will that you and each of you and all others in the behalf interested, that on TUESDAY, the TENTH day of the month of JANUARY next, at Our said City of Quebec, personally be and appear for the DESPATCH OF BUSINESS, to treat, do act and conclude upon those things, which, in Our Legislature of the Province of Quebec, by the Common Council of Our said Province, may, by the favor of God, be ordained.

IN TESTIMONY WHEREOF, We have caused these Our Letters to be made Patent, and the great Seal of Our said Province of Quebec, to be hereunto affixed: WITNESS, Our Right Trusty and Well-Beloved the Honorable SIR LOUIS AMABLE JETTÉ, Knight, Commander of Our Most Distinguished Order of Saint Michael and Saint George, Chief Justice of the Court of King's Bench in the province of Quebec, Administrator of the Government of Our province of Quebec.

At Our Government House, in Our City of Quebec, in Our said Province of Quebec, this TWENTY EIGHTH day of NOVEMBER, in the year of Our Lord one thousand nine hundred and ten, and in the first year of Our Reign.

By command,

L. G. DESJARDINS,  
Clerk of the Crown in Chancery,  
Québec.

4932

### Appointments

His Honor the Administrator has been pleased, on the 25th November, 1910, to appoint Messrs. M. Campeau, Alexis Piché and Chs. Alarie, valuers for the municipality of Brébeuf, county of Labelle, under the provisions of article 728 of the municipal code.

4908

His Honor the LIEUTENANT GOVERNOR has been pleased to revoke the commission for the summary trial of small causes, dated the eleventh day of June, 1910, for the parish of Sainte Anne d'Yamachiche, and to appoint by commission, date 1 the twenty first of November, 1910, Messrs. Hercule Milot, Charles Gélinas, son of Carolus, farmers, Onésime Trahan, rentier, Didier St. Louis, rentier, Ernest Langlois and Napoléon Lesieur, farmers, members of the said commission.

4906

His Honor the LIEUTENANT-GOVERNOR has been pleased, by order in council, dated the twenty first day of November, 1910, to associate to the commission of the peace for the district of Pontiac : Messrs. Joseph Corriveau, proprietor Leslie township, (Otter Lake, P. O.), Antime Gaudet, farmer, Saint-Placide, (Bearn), Narice Bordeleau, merchant, Lorrainville, Philippe Richard, farmer, township Latulippe, and Adélard Grignon, farmer, Saint Isidore (township Laverlochère), in the county of Pontiac.

District of Saint Hyacinthe.—Messrs. Ephraim Morin, farmer, Albert Houle, cheese-maker, and Edouard Courchaine, farmer, Saint Simon, county of Bagot.

District of Montreal.—Messrs. Nathan Hertz Godinsky, manufacturer, Moses Albert, druggist, Haralampos Koutsogiannopoulos, trader, John Taugher, trader, Arthur Gruber, ma-

Gruber, gérant de la Union Breweries, Paul Turgeon, comptable, Alphonse Dalordquintin, pharmacien, Antoine Bouvier, propriétaire, Alfred Ménard, maître-barbier, Joseph Marois, agent, Michel Joseph Shea, arrimeur, Léon Julien, marchand, et Adjutor Talbot, agent, de la cité de Montréal, John Stock, comptable, de Lachine, comté de Jacques Cartier. 4903

Il a plu à Son Honneur le LIEUTENANT-GOUVERNEUR, par un ordre en conseil, en date du 25e jour de novembre 1910, d'adjoindre à la commission de la paix pour le district de Montréal, M. Jean-Baptiste Gratton, entrepreneur, de la cité de Montréal.

District de Trois-Rivières.—M. Jean-Baptiste Damphouse, boulanger, de Saint-Tite, comté de Champlain. 4949

No 1177 Elec.

DÉPARTEMENT DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE.

*Nomination de commissaire d'écoles.*

Il a plu à Son Honneur le LIEUTENANT-GOUVERNEUR, par un arrêté en conseil, en date du 25 novembre 1910, de nommer M. Cléophas Martin, commissaire d'écoles pour la municipalité de Saint-Modeste, dans le comté de Témiscouata. 4935

## Avis du Gouvernement

No 594.10.

DÉPARTEMENT DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE.

*Délimitation de municipalités scolaires.*

Il a plu à Son Honneur le LIEUTENANT-GOUVERNEUR, par un arrêté en conseil, en date du 25 novembre dernier, 1910, de détacher de la municipalité scolaire de Saint-Julien de Wolfestown, comté de Wolfe, les biens-fonds ayant au cadastre officiel du canton de Wolfestown, les Nos 15b, 16a, 16b, 17a, 17b, 17c, 18, 19, 20 et 21, et de les annexer à celle de Saint-Jacques-le-Majeur, dans le même comté. 4923

No 1699.10.

DÉPARTEMENT DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE.

*Délimitation de municipalités scolaires.*

Il a plu à Son Honneur le LIEUTENANT-GOUVERNEUR, par un arrêté en conseil, en date du 25 novembre dernier, 1910, de détacher de la municipalité scolaire de Sainte-Marguerite de Brown's Gore, dans le comté d'Argenteuil, les biens-fonds ayant au cadastre officiel de la paroisse de Saint-André, comté d'Argenteuil, les Nos 665, 667, 668, 711, 712, 713, 714, 715, 722, 728, 729, 734, 744, 745, 746, 747, 748, 749, 813, 815, 816, 818, 823, 826, 827, 828 et 831, de la concession appelée "Côteau-des Hêtres", et d'annexer ce territoire à la municipalité scolaire de Saint-André, dans le même comté. 4933

Québec, 29 novembre 1910.

Avis est par le présent donné qu'une requête a été présentée à Son Honneur le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, par Robert Hugh Barron, écuyer, notaire public, pratiquant et résidant dans la cité de Montréal, district de Montréal, par laquelle il demande le transfert, en sa faveur, des minutes, répertoire et index de feu Charles Cushing, en son vivant notaire public, pratiquant dans la cité de Montréal, dit district, conformément aux dispositions du code du Notariat.

JEREMIE L. DECARIE,

4941

Secrétaire de la province.

nager of the Union Breweries, Paul Turgeon, accountant, Alphonse Dalordquintin, druggist, Antoine Bouvier, proprietor, Alfred Menard, master barber, Joseph Marois, agent, Michael Joseph Shea, stevedore, Leon Julien, merchant, and Adjutor Talbot, agent, of the city of Montreal, John Stock, accountant, of Lachine, county of Jacques Cartier. 4904

His Honor the LIEUTENANT GOVERNOR has been pleased, by order in council, dated the 25th day of November, 1910, to associate to the commission of the peace for the district of Montreal, Mr. Jean Baptiste Gratton, contractor, of the city of Montreal.

District of Three Rivers.—Mr. Jean Baptiste Damphouse, baker, of Saint-Tite, county of Champlain. 4950

No. 1177 Elec.

DEPARTMENT OF PUBLIC INSTRUCTION

*Appointment of a school commissioner.*

His Honor the LIEUTENANT GOVERNOR has been pleased, by order in council, dated the 25th November, 1910, to appoint Mr. Cléophas Martin, a school commissioner for the municipality of Saint Modeste, in the county of Temiscouata. 4936

## Government Notices

No. 594.10.

DEPARTMENT OF PUBLIC INSTRUCTION.

*Fixing boundaries of school municipalities.*

His Honor the LIEUTENANT GOVERNOR has been pleased, by order in council, dated the 25th November last, 1910, to detach from the school municipality of Saint-Julien-de-Wolfestown, county of Wolfe, the lots bearing on the official cadastre of the township of Wolfestown, the Nos. 15b, 16a, 16b, 17a, 17b, 17c, 18, 19, 20 and 21, and to annex them to that of Saint-Jacques-le-Majeur, in the same county. 4924

No. 1699.10.

DEPARTMENT OF PUBLIC INSTRUCTION.

*Fixing boundaries of school municipalities.*

His Honor the LIEUTENANT GOVERNOR has been pleased, by order in council, dated the 25th November last, 1910, to detach from the school municipality of Sainte-Marguerite de Brown's Gore, in the county of Argenteuil, the lots bearing on the official cadastre of the parish of Saint-André, county of Argenteuil, the Nos. 665, 667, 668, 711, 712, 713, 714, 715, 722, 728, 729, 734, 744, 745, 746, 747, 748, 749, 813, 815, 816, 818, 823, 826, 827, 828 and 831, of the concession called "Coteau-des-Hêtres", and to annex the said territory to the school municipality of Saint-André, in the same county. 4934

Quebec, 29th November, 1910.

Notice is hereby given that a petition has been presented to His Honor the Lieutenant Governor of the province of Quebec, by Robert Hugh Barron, esquire, notary public, residing and practising in the city of Montreal, district of Montreal, by which he asks for the transfer in his favor, of the minutes, repertory and index of the late Charles Cushing, in his lifetime notary public, practising in the city of Montreal, aforesaid district, in accordance with the provisions of the notarial code.

JEREMIE L. DECARIE,

4942

Provincial Secretary.

## ASSEMBLEE LEGISLATIVE.

Québec, 2 décembre 1910.

Avis est par le présent donné, conformément aux règles 49 et 50 de l'Assemblée législative, que nulle pétition pour un bill privé ne sera reçue par cette Chambre après le vingt-quatrième jour du mois de janvier prochain; qu'aucun bill privé ne pourra être présenté après le trente et unième jour du même mois; qu'aucun rapport d'un comité permanent ou spécial sur un bill privé ne pourra être reçu après le septième jour du mois de février prochain.

4947 L. G. DESJARDINS,  
Greffier de l'Assemblée législative.

Avis est donné au public qu'en vertu de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt-cinquième jour de novembre 1910, constituant en corporation MM. Sir Hugh Montagu Allan, chevalier, propriétaire de vaisseaux à vapeur, Richard Bladworth Angus, gentilhomme, Sir Edward Seabourne Clouston, baronet, banquier, Elliot Torrance Galt, gentilhomme, Charles Melville Hays, président de chemin de fer, Herbert Samuel Holt, George R. Hooper, Charles Rudolph Hosmer et Henry Joseph, gentilhommes, Frederick Edmund Meredith, conseil en loi du Roi, Henry Vincent Meredith, banquier, Hugh Patton, marchand, James Ross, gentilhomme, Sir Thomas George Shaughnessy, chevalier, président de chemin de fer, Charles Francis Smith et Frederick William Thompson, manufacturiers, de la cité de Montréal, dans les buts suivants :

Tenir une maison de club dans les buts de récréations et relation sociales, et par ce moyen ou par tous autres moyens légitimes encourager des sports convenables, amusements et divertissements, et acquérir, ériger et procurer des bâtisses appropriées, terrains et autres opportunités pour l'exercice et la jouissance d'iceux ;

Tenir et mettre en opération des ronds à patiner, soit pour patins à glace ou patins à roulettes, jeu de quilles, bâtisses pour les jeux de racket et de squash, et acheter, louer, construire ou acquérir autrement des terrains, bâtisses et machines ou appareils de toutes sortes ayant rapport aux affaires de ronds à patiner et bâtisses pour les jeux de racket et de squash ou utiles ou convenables pour cette fin ;

Mettre en opération ou agir comme agents dans l'opération de toute sorte d'amusements et divertissements légitimes et faire le commerce et servir toute sorte de rafraichissements, breuvages (de tempérance et autrement), et articles pour fumeurs, ou louer aucune des propriétés possédées ou occupées par le club pour les dites fins, le tout sujet aux lois de cette province et de la municipalité où les dites affaires seront conduites ;

Faire dans aucune de ses bâtisses ou sur aucun de ses terrains, lorsqu'ils ne sont pas employés pour les fins principales du club, les affaires de marchands en gros et d'emmagasinage et toutes affaires y ayant rapport, y compris celles de charretiers ou expéditeurs et autres affaires de même nature ou toutes affaires ou entreprises légitimes convenables sous les circonstances ;

Acheter, louer ou acquérir autrement de toutes personnes ou corporations toutes affaires ou entreprises ayant les mêmes objets que ceux du club ou qui peuvent être mises en opération convenablement en rapport avec icelui, ensemble avec les bâtisses, machines, stock de commerce et actif en général de telles affaires ou entreprises, et les louer, posséder, vendre ou en disposer autrement, et aussi hypothéquer tous immeubles et engager tous meubles ;

Acheter ou acquérir autrement et posséder du stock, des actions, débetures ou garanties dans toute autre corporation faisant des affaires dont les objets sont en tout ou en partie semblables à ceux

## LEGISLATIVE ASSEMBLY

Quebec, 2nd December, 1910.

Notice is hereby given that in conformity with the rules 49 and 50 of the Legislative Assembly, no petition for any private bill shall be received by the House after the twenty fourth day of the month of January next; that no private bill shall be introduced after the thirty first day of said month; that no report of any standing or select committee upon a private bill shall be received after the seventh day of the month of February next.

4948 L. G. DESJARDINS,  
Clerk of Legislative Assembly

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant Governor of the province of Quebec, bearing date the twenty fifth day of November, 1910, incorporating Messrs. Sir Hugh Montagu Allan, Knight, steamship owner, Richard Bladworth Angus, gentleman, Sir Edward Seabourne Clouston, Baronet, banker, Elliot Torrance Galt, gentleman, Charles Melville Hays, railway president, Herbert Samuel Holt, George R. Hooper, Charles Rudolph Hosmer and Henry Joseph, gentlemen, Frederick Edmund Meredith, Kings Counsel, Henry Vincent Meredith, banker, Hugh Patton, merchant, James Ross, gentleman, Sir Thomas George Shaughnessy, knight, railway president, Charles Francis Smith and Frederick William Thompson, manufacturers, of the city of Montreal, for the following purposes :

To maintain a club house for the purposes of recreation and social intercourse, and thereby or by any other legitimate means to encourage suitable sports, pastimes and amusements, and to acquire, erect and provide appropriate buildings, grounds and other opportunities for the exercise and enjoyment thereof ;

To maintain and operate skating rinks, both for ice skating and roller skating, bowling alleys and racket and squash courts and to purchase, lease, construct or otherwise acquire lands, buildings and machinery, or apparatus of any kind connected with the business of a skating rink and racket and squash courts or useful or convenient in that connection ;

To operate or act as agents in the operation of all kinds of lawful amusements or entertainments and to deal in and serve all kinds of refreshments, drinks (temperance and otherwise) and smoking materials, or to lease any of the premises owned or occupied by the club for such purposes, the whole subject to the laws of this province and of the municipality where in such business is carried on ;

To carry on in any of its buildings or in any of its lands, when the same are not in use for the primary purposes of the club, the business of warehousemen and storage and all businesses incidental thereto, including that of carters or forwarders and other businesses of a like nature or any lawful business or undertaking convenient under the circumstances ;

To purchase, lease or otherwise acquire from any individuals or corporations any business or undertaking with objects similar to those of the club or that can be operated conveniently in connection therewith, together with the buildings, machinery, stock in trade and assets generally of such businesses or undertakings, and to lease, hold, sell or otherwise dispose of the same, as well as to mortgage or hypothecate any immovables and pledge any moveables ;

To purchase or otherwise acquire and hold stock, shares, debentures or securities in any other corporation carrying on business with objects wholly or in part similar to those of

de ce club, et les payer en stock, obligations ou autres garanties de ce club, et vendre les dits stock, actions, débetures ou garanties de telles autres corporations pour telle considération que le club jugera à propos ou en disposer autrement, et vendre, louer, soit en tout ou en partie la propriété ou entreprise du club pour telle considération que le club jugera à propos ou en disposer autrement ;

Demander, acheter, louer, posséder, vendre toute invention, patente d'invention, octroi, licence, marque de commerce, droit d'auteur et autres privilèges en rapport à icelui ou qui peuvent être propres à être employés en rapport avec aucun des objets du club, ou en disposer autrement ;

Vendre, louer toutes ou aucune des propriétés ou entreprises du club pour telle considération que la majorité des actionnaires jugera à propos (si on le juge convenable) et pour actions, débetures ou garanties de toute autre corporation ayant les mêmes objets en tout ou en partie que ceux du club ou en disposer autrement ;

Payer pour services rendus ou pour meubles ou immeubles acquis, ou pour tous droits, biens, franchises ou privilèges demandés par le club, en argent ou en obligations ou stock du club, soit actions privilégiées ou actions ordinaires ;

Créer et émettre toute partie du fonds social du club comme actions privilégiées, tel qu'il peut être décidé et déclaré par règlement fait par les directeurs conformément aux dispositions et formalités de l'article 6039 des Statuts refondus de la province de Québec, et émettre des obligations, débetures ou autres garanties du club et les engager ou vendre, tel qu'il sera jugé à propos, sous le nom de "The Winter Club Limited", avec un capital total de cent quarante-neuf mille piastres (\$149,000.00), divisé en mille quatre cent quatre-vingt-dix (1490) actions de cent piastres (\$100.00) chacune.

La principale place d'affaires de la corporation, sera dans la cité de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce vingt-cinquième jour de novembre 1910.

JOS. DUMONT,

4951

Sous secrétaire de la province.

Avis est donné au public que "La Compagnie de Pulpe de Chicoutimi", incorporée par lettres patentes du vingt-trois janvier 1900, a été incorporée de nouveau par des lettres patentes émises en vertu de la loi des compagnies de Québec, en date du vingt-trois novembre 1910, constituant en corporation M. l'honorable Némèse Garneau, membre du Conseil législatif, Gaspard Lemoine, négociant, J. A. Couture, médecin-vétérinaire, de la cité de Québec, Isidore Noël Belleau, avocat, et conseil du Roi, de Lévis, William Hanson, courtier, de la cité de Montréal, François-Xavier Gosselin, avocat et protonotaire, et Julien Edouard Alfred Dubuc, gérant, de la ville de Chicoutimi, dans les buts suivants :

De manufacturer la pulpe et le papier, de faire le commerce de pulpe et de papier ; de manufacturer, vendre et faire le commerce de bois et de bois de pulpe ; de construire et exploiter des moulins, et faire le commerce comme marchands de bois, de bois, de pulpe, de papier, et de tous articles provenant de ces différentes productions et de tous articles y relatifs ; d'acquérir et posséder, vendre, échanger et louer des pouvoirs d'eau et des droits dans des pouvoirs d'eau, des immeubles et des droits dans des immeubles, des limites à bois et des droits dans des limites à bois ; des glissoires par eau ou autrement et des droits dans des glissoires ; et en général tout ce qui se rapporte à la fabrication et au commerce de bois, de pulpe et de papier ; de construire des tramways, quais, docks et des bateaux à vapeur ou autres ; d'acquérir, acheter, vendre et importer et exporter des marchandises, fournitures et approvisionnements ; de bâtir, vendre ou louer des maisons pour ses employés ; de développer, vendre et louer l'électricité ; de manu-

this club, and to pay for the same in stock, bonds or other securities of this club, and to sell or otherwise dispose of such stock, shares, debentures or securities of such other corporations for such consideration as the club may think proper, and to sell, lease or otherwise dispose of, either in whole or in part, the property or undertaking of the club for such consideration as the club may think proper ;

To apply for, purchase, lease, hold, sell or otherwise dispose of any invention, patent of invention, grant license, trade-mark, copyright or other privilege relating to or which may be deemed to be of use in connection with any of the purposes of the club ;

To sell, lease or otherwise dispose of all or any of the property or undertakings of the club for such consideration as the majority of the shareholders may think fit, and (if so deemed advisable) for shares, debentures or securities of any other corporation having objects similar in whole or in part to those of the club ;

To pay for services rendered or for moveable or immovable property acquired, or for any rights, assets, franchises or privileges desired by the club, in cash or in bonds or stock of the club, either preferred shares or ordinary shares ;

To create and issue any part of the capital stock of the club as preference shares, as may be decided and declared by by-law enacted by the directors according to the provisions and formalities of article 6039 of the revised statutes of the province of Quebec, and to issue bonds, debentures or other securities of the club and to pledge or sell the same as may be deemed expedient, under the name of "The Winter Club Limited", with a total capital stock of one hundred and forty nine thousand dollars (\$149,000.00), divided into one thousand four hundred and ninety (1490) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The principal place of business of the corporation, will be in the city of Montreal.

Dated from the office of the Provincial Secretary, this twenty fifth day of November, 1910.

JOS. DUMONT,

4952

Deputy Provincial Secretary

Public notice is given that "La Compagnie de Pulpe de Chicoutimi", incorporated by letters patent of the twenty third of January, 1900, has again been incorporated by letters patent issued under the Quebec Companies' Act, dated the twenty third of November, 1910, incorporating Messrs. The Honourable Némèse Garneau, member of the Legislative Council, Gaspard Lemoine, trader, J. A. Couture, veterinary surgeon, of the city of Quebec, Isidore Noël Belleau, advocate and King's Counsel, of Lévis, William Hanson, broker, of the city of Montreal, François Xavier Gosselin, advocate and protonotary, and Julien Edouard Alfred Dubuc, manager, of the town of Chicoutimi, for the following purposes :

To manufacture pulp and paper, to trade in pulp and paper ; to manufacture, sell and trade in lumber and pulp wood ; to erect and run mills and and do business as dealers in lumber, pulp, paper, in all articles made from these several products and of all articles relating thereto ; to buy and own, sell, exchange and lease water powers and rights in water powers, real properties and rights in real properties, timber limits and rights in timber limits, slides by water or otherwise and right in slides, and generally all that relates to preparing and selling wood, pulp and paper ; to build tramways, wharves, docks and steamboats or others ; to acquire, buy, sell and import or export merchandise, furnishings and provisions ; to build, sell or lease houses for its employees, to develop, sell and lease electricity ; to manufacture and sell calcium, carburet, acetylene, gas, electric light and other products ; to make lime and brick, make and sell macadam and work quarries of lime or building stone ; to build and operate waterworks and telephone lines

facturer et vendre le calcium, le carbure, l'acétylène, le gaz, la lumière électrique et autres produits ; de faire de la chaux et de la brique ; faire et vendre du macadam, et exploiter des carrières de pierre à construction et à chaux de construire et exploiter des aqueducs et des lignes de téléphone ; de recevoir de l'argent de ses employés et d'en payer l'intérêt ; d'emprunter de l'argent et le garantir sur des débetures portant hypothèque ou autrement ; de devenir actionnaire dans toutes compagnies dont l'objet est d'intérêt public, et d'acheter les droits, propriétés et privilèges de toutes telles compagnies ; et de faire toutes choses relatives aux objets de la compagnie ;

De détenir, souscrire et payer des actions, devenir actionnaire, détenir ou acheter des débetures d'une ou de plusieurs compagnies constituées en corporation ;

De vendre, céder et aliéner, avec le consentement des deux tiers en valeur de tout le capital payé de la compagnie, ses franchises et quelques-uns ou la totalité des droits, privilèges et pouvoirs conférés à ou possédés par la compagnie, ainsi que ses entreprises ou toutes parties d'icelles, à toute compagnie ou compagnies constituées en corporation, pour tels prix et considération et aux termes et conditions qu'elle pourra juger convenable et particulièrement pour les actions (soit privilégiées ou ordinaires), les bons, obligations ou autres valeurs de telles compagnies ;

De nommer un procureur ou des représentants pour assister et voter pour et au nom de la compagnie aux assemblées de ces compagnies dont elle peut détenir ou acquérir les actions, bons ou autres valeurs, pourvu que tel procureur ou représentant soit lui-même un actionnaire de ces compagnies, sous le nom de " La Compagnie de Pulpe de Chicoutimi ", avec un capital total de un million de piastres (\$1,000,000.00), divisé en dix mille (10,000) actions de cent piastres (\$100.00) chacune.

La principale place d'affaires de la corporation, est à Chicoutimi.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce vingt-cinquième jour de novembre 1910.

JOS. DUMONT,

4919

Sous-secrétaire de la province.

Avis est donné au public qu'en vertu de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du 17e jour de novembre 1910, constituant en corporation MM. George Brown Fraser, marchand, Robert Samuel Logan, gérant, Arthur G. Hodgson, marchand, John Pullen et Godfrey Bird, gérants, Arnold Wainright, avocat, William Carruthers, marchand, Georges Aimé Simard, chimiste, Robert Bickerdike, marchand, Charles Arthur Jacques, gérant, et William Whitfield Craig, marchand, de la cité de Montréal, dans les buts suivants :

Promouvoir des sports extérieurs et procurer des amusements, exercice hygiénique et relations sociales pour ses membres et leurs hôtes ;

Procurer à ses membres par achat, bail ou autrement des terrains pour le jeu de golf et de tennis, des champs de tir, des terrains pour le jeu de cricket et le jeu de boules, le canotage, ainsi que les droits et facilités pour favoriser les dits sports et autres sports extérieurs ;

Procurer les commodités et facilités de logements et pension pour ses membres et leurs hôtes ;

S'amalgamer avec tout autre club ou clubs ou organisations ayant les mêmes objets ou de même nature, et promouvoir et aider d'autres clubs et organisations de sport par des contributions en argent, prêts, achats et possession des actions d'iceux, échange de privilèges, affiliation et autres moyens de même nature ;

Acquérir par aucun titre quelconque et posséder des terrains, bâtisses et immeubles en général et fournitures et meubles de toute description, et spécialement acheter de George A. Simard, la propriété

receive money from its employees and pay the interest on it, to borrow money and guarantee it on debentures bearing hypothec or otherwise ; to become shareholders in any company whose object is of public interest and to purchase the rights, properties and privileges of any such companies, and to do anything that concerns the objects of the company ;

To hold, subscribe and pay for stock, become a shareholder, hold or purchase debentures of one or more incorporated companies ;

To sell, assign and alienate, with the consent of the two thirds in value of the total paid up capital of the company, its franchises and some of the whole of the rights, privileges and powers conferred on or owned by the company, as also its undertakings or any part thereof, to any incorporated company or companies, for such price and consideration and on the terms and conditions it may deem advisable and especially for the stock (either preferred or common), bonds, debentures or other securities of such companies ;

To appoint an attorney or representatives to assist and vote for and in the name of the company at the meetings of such companies of which it may hold or acquire the stock, bonds or other securities, provided that such attorney or representative, be himself a shareholder in such companies, under the name of " La Compagnie de Pulpe de Chicoutimi ", with a total capital of one million dollars (\$1,000,000.00), divided into ten thousand (10,000) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The principal place of business of the corporation, is at Chicoutimi.

Dated from the office of the Provincial Secretary, this twenty fifth day of November, 1910.

JOS. DUMONT,

4920

Deputy Provincial Secretary.

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant Governor of the province of Quebec, bearing date the 17th day of November, 1910, incorporating Messrs. George Brown Fraser, merchant, Robert Samuel Logan, manager, Arthur G. Hodgson, merchant, John Pullen and Godfrey Bird, managers, Arnold Wainright, advocate, William Carruthers, merchant, George Aimé Simard, chemist, Robert Bickerdike, merchant, Charles Arthur Jacques, manager, and William Whitfield Craig, merchant, of the city of Montreal, for the following purposes :

To promote outdoor sports and provide recreation, healthy exercise and social intercourse for its members and their guests ;

To procure to its members by purchase, lease or otherwise, golf links, tennis courts, shooting grounds, cricket grounds, bowling and boating and rights and facilities for indulging in the said sports and other outdoor sports ;

To provide lodgings and board accomodation and facilities for its members and their guests ;

To amalgamate to or with other clubs or organisations having the same or kindred objects, and to promote and help other sporting clubs and organisation by cash contributions, loans, purchase and holding of the shares thereof, interchange of privileges, affiliation and other means of a like nature ;

To acquire by any title whatsoever and hold lands, buildings and real estate generally and furniture and moveable of every description, and specially to purchase from George A. Simard the

située près de Saint-Lambert, et connue comme "The Ranelagh Golf & Country Club", avec toutes les bâties sus-érigées, et le contenu d'icelles, et l'installation qui s'y trouve ;

Procurer le capital nécessaire pour les susdits objets par l'émission d'actions qui seront transférables aux personnes seulement qui auront été ballotées et admises comme membres en règle du club, et aux moyens de prêts sur billets ou hypothèque, ou l'émission d'obligations ;

Procurer un revenu aux moyens d'honoraires d'entrée, contributions annuelles et autres revenus et charges pour commodités et fournitures et l'emploi de toute propriété du club, avec pouvoir d'établir une différence parmi les différentes classes des membres ;

Etablir différentes classes de membres et définir leurs privilèges, attendu qu'aucun membre ne possédant pas ou moins une action du capital du club n'aura rien à faire avec l'administration des affaires du club, ni dans sa liquidation ou droits en icelle, ni dans l'élection des membres et l'admission des membres et que les membres actionnaires auront autant de votes qu'ils auront d'actions ;

Faire des règlements concernant l'admission et l'expulsion des membres et les affaires internes du club en général, attendu que les détenteurs d'actions qui auront cessés d'être membres et d'avoir les privilèges d'icelles, auront cependant la liberté et le droit de disposer de leurs actions à d'autres membres et recevoir une part des produits de la propriété du club en cas de dissolution, liquidation ou vente des biens du club, en tout ;

Payer pour toute propriété, meubles ou immeubles et acquitter toute obligation du club, y compris les services rendus, avec des actions acquittées ou obligations ou toutes deux, émettre spécialement 10 actions acquittées en faveur de George A. Simard, en paiement de services et déboursés en rapport de l'incorporation du club ;

Faire tous les arrangements avec les compagnies de tramway, compagnie d'aqueduc et de lumière électrique qui peuvent être dans l'intérêt du club, sous le nom de "The County Club of Montreal, Incorporated", avec un capital total de cinquante mille piastres (\$50,000.00), divisé en cinq cents (500) actions de cent piastres (\$100.00) chacune.

La principale place d'affaires de la corporation, sera dans la cité de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce dix-septième jour de novembre 1910.

JOS. DUMONT,

4901

Sous-secrétaire de la province.

Avis est donné au public qu'en vertu de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 24e jour de novembre 1910, constituant en corporation MM. Téléphore Brunelle et Philippe Laferrrière, marchands, Emile Gerbeau, commerçant, Philippe Gélinas, courtier, et Louis Wilfrid Ricard, agent d'assurance, de Saint-Boniface, dans les buts suivants :

Manufacturer, importer, exporter et vendre des meubles de toutes espèces et faire le commerce comme marchands et fabricants de produits manufacturiers en général ;

Exercer tous les pouvoirs et faire toutes opérations nécessaires aux fins de la compagnie, sous le nom de "La Compagnie Industrielle de Saint-Boniface Limitée", avec un capital total de quarante-cinq mille piastres (\$45,000.00), divisé en quatre cent cinquante (450) actions de cent piastres (\$100.00) chacune.

La principale place d'affaires de la corporation, sera à Saint-Boniface, district de Trois-Rivières.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce vingt-cinquième jour de novembre 1910.

JOS. DUMONT,

4909

Sous-secrétaire de la province.

party situated near Saint Lambert, and known as the Ranelagh Golf & Country Club", with all buildings thereon and the contents thereof, and equipment used in connection therewith ;

To procure the necessary capital for the above purposes by the issue of shares which shall be transferable to such persons only as shall have been balloted and admitted to full memberships of the club, and by means of loans upon notes or mortgage, or the issue of bonds ;

To procure a revenue by means of entrance fees, annual dues and other dues and charges for accommodation and supplies and the use of any of the club's property with power to discriminate between the different classes of members ;

To establish different classes of members and define their privileges provided no member who does not own at least one share of the capital of the club shall have any say in the administration of the affairs of the club, nor any say or rights in its liquidation, nor in the election of officers and admission of members and that shareholding members shall have as many votes as they hold shares ;

To make by-laws concerning the admission and expulsion of members and the internal affairs of the club in general, provided that holders of shares forfeiting their membership and the privileges thereof shall nevertheless be at liberty and entitled to dispose of their shares to other members and to receive a share of the proceeds of the club property in the event of dissolution liquidation or of a sale of the club's assets as a whole ;

To pay for any property real or personal and discharge any obligation of the club including claims for services rendered with paid up shares or bonds or both, specially to issue 10 paid up shares to George A. Simard, in payment of services and disbursements in connection with the incorporation of the club ;

To make any arrangements with tramway companies, water and electric light companies which may be deemed in the interest of the club, under the name of "The County Club of Montreal, Incorporated", with a total capital stock of fifty thousand dollars (\$50,000.00), divided into five hundred (500) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The principal place of business of the corporation, will be in the city of Montreal.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this seventeenth day of November, 1910

JOS. DUMONT,

4902

Deputy Provincial Secretary.

Public notice is hereby given that under the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the province of Quebec, bearing date the 24th day of November, 1910, incorporating Messrs. Téléphore Brunelle and Philippe Laferrrière, merchants, Emile Gerbeau, trader, Philippe Gélinas, broker, and Louis Wilfrid Ricard, insurance agent, of Saint Boniface, for the following purposes :

To manufacture, import, export and sell furniture of all kinds, and carry on business as merchants and manufacturers of industrial products in general ;

To exercise all the powers and carry on any operations necessary for the purposes of the company, under the name of "La Compagnie Industrielle de Saint-Boniface, Limitée", with a total capital of forty five thousand dollars (\$45,000.00), divided into four hundred and fifty (450) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The chief place of business of the corporation, will be at Saint Boniface, district of Three Rivers.

Dated from the office of the Provincial Secretary, this twenty fifth day of November, 1910.

JOS. DUMONT,

4910

Deputy Provincial Secretary.

Avis est donné au public qu'en vertu de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du dix-septième jour de novembre 1910, constituant en corporation MM. Georges E. Michaud, de Saint-Alexandre, comté de Kamouraska, marchand, François Joseph Langlais, médecin, Omer Vézina, gentilhomme, de Notre-Dame des Neiges de Trois-Pistoles, comté de Témiscouata, Joseph Pierre Michaud, gérant de compagnies d'assurances, et Joseph Onésime Girard, marchand, de Fraserville, dans les buts suivants :

Construire et exploiter un ou des aqueducs avec ou sans canaux d'égouts, dans la paroisse de Notre-Dame des Neiges de Trois-Pistoles, comté de Témiscouata, et les environs ;

Acheter ou autrement acquérir, posséder ou louer un ou des aqueducs déjà existants, les exploiter, avec ou sans canaux d'égouts, dans la province de Québec ;

Acheter ou autrement acquérir, posséder ou louer un ou des pouvoirs hydrauliques, des terrains, propriétés ou droits riverains de toutes sortes, des sources, chutes, lacs ou rivières situés dans la dite paroisse ou ses environs, et dans la province de Québec ;

Acheter ou autrement acquérir, posséder ou louer toutes choses, mobilières ou immobilières, nécessaires à l'exploitation d'un système d'aqueduc et d'égouts dans la province de Québec ;

Acheter ou autrement acquérir, posséder ou louer et exploiter des pouvoirs hydrauliques pour des fins quelconques d'éclairage ou de pouvoir moteur, dans les comtés de Gaspé, Bonaventure, Matane, Rimouski, Témiscouata, Kamouraska, L'Islet, Montmagny et Bellechasse ;

Acheter ou autrement acquérir, posséder ou louer toutes choses, mobilières ou immobilières, nécessaires à l'exploitation d'un système d'énergie électrique, sous toutes ses formes, dans les comtés de Gaspé, Bonaventure, Matane, Rimouski, Témiscouata, Kamouraska, L'Islet, Montmagny et Bellechasse.

Acheter ou autrement acquérir, posséder ou louer, établir, maintenir et exploiter un ou des services téléphoniques dans les chemins publics, chemins de front, routes ou ruelles des comtés susdits ;

Prendre et souscrire des actions et intérêts dans d'autres compagnies et obtenir, recevoir, accepter des souscriptions d'actions de la part d'autres compagnies incorporées, de même que des exemptions de taxes, bonus, droits ou autres privilèges, à titre onéreux ou gratuit, de la part de toutes compagnies ou corporations quelconques ;

Faire des opérations, achats, ventes et administration de valeurs, droits, concessions, propriétés publiques et privées, mobilières et immobilières, prêts de toute nature, entreprises, travaux publics et privés, et leur développement, exécution et mise à fruit, dans la province de Québec ;

Les directeurs pourront, par résolution, émettre comme actions libérées de la compagnie, des actions non appelables, et les répartir et les donner comme actions libérées, en paiement de l'acquisition de terrains, d'outillage, de matériel roulant et de matériaux de toutes sortes, ou en paiement de droits mobiliers ou immobiliers, ainsi qu'en paiement des services des employés ou entrepreneurs, ou en paiement d'autres dettes dues par la compagnie. Ces actions libérées lieront la compagnie, et ne seront pas sujettes à des demandes de versements, sous le nom de "La Compagnie d'Aqueduc de Trois-Pistoles", avec un capital total de quarante-neuf mille neuf cents piastres (\$49,900.00), divisé en neuf cent quatre-vingt-dix-huit (998) actions de cinquante piastres (\$50.00) chacune.

La principale place d'affaires de la corporation, sera à Notre-Dame des Neiges de Trois-Pistoles.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce dix-septième jour de novembre 1910

JOS. DUMONT,

4845.2

Sous-secrétaire de la province.

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant Governor of the province of Quebec, bearing date the seventeenth day of November, 1910, incorporating Messrs. Georges E. Michaud, of Saint Alexandre, county of Kamouraska, merchant, François Joseph Langlais, physician, Omer Vézina, gentleman, of Notre-Dame des Neiges de Trois Pistoles, county of Témiscouata, Joseph Pierre Michaud, insurance company manager, and Joseph Onésime Girard, merchant, of Fraserville, for the following purposes :

To construct and operate one or more water-works, with or without sewer drains, in the parish of Notre-Dame des Neiges de Trois Pistoles, county of Témiscouata, and the environs ;

To purchase or otherwise acquire, own or lease one or more water-works presently existing, operate same, with or without sewer drains, within the province of Quebec ;

To purchase or otherwise acquire, own or lease one or more water powers, lands, property or riparian rights of all kinds, streams, falls, lakes or rivers situate in the said parish or its environs, and in the province of Quebec ;

To purchase or otherwise acquire, own or lease any moveable or immovable property necessary for the operation of a water-works and drainage system within the province of Quebec ;

To purchase or otherwise acquire, own or lease and operate water powers for any purposes whatsoever of lighting or motive power in the counties of Gaspé, Bonaventure, Matane, Rimouski, Témiscouata, Kamouraska, L'Islet, Montmagny and Bellechasse ;

To purchase or otherwise acquire, own or lease any moveable or immovable property necessary for the operation of an electric power system in all its forms within the counties of Gaspé, Bonaventure, Matane, Rimouski, Témiscouata, Kamouraska, L'Islet, Montmagny and Bellechasse ;

To purchase or otherwise acquire, own or lease, establish, maintain and operate one or more telephone services in the public roads, front roads, roads or lanes of the aforesaid counties ;

To take and subscribe for stock and interests in other companies, and obtain, receive, accept subscriptions for stock on the part of other incorporated companies, as also exemption from taxes, bonus, rights or other privileges, on onerous or gratuitous title, on the part of any company or corporation whatsoever ;

To make and carry on operations, purchases, sales and administer securities, rights, concessions, private and public property, real and personal estates, loans of any nature, undertakings, private and public works, and their development, execution and turning to account, within the province of Quebec ;

The directors may issue, by resolution, as paid up shares of the company, non assessable stock, and allot and give same as paid up shares in payment for the acquisition of lands, equipment, rolling stock and materials of all kinds, or in payment of moveable or immovable rights, and also in payment for the services of employees or contractors, or in payment of other debts due by the company. Such paid up shares shall bind the company, and shall not be subject to calls, under the name of "La Compagnie d'Aqueduc de Trois Pistoles", with a total capital of forty nine thousand nine hundred dollars (\$49,900.00), divided into nine hundred and ninety eight (998) shares of fifty dollars (\$50.00) each.

The principal place of business of the corporation, will be at Notre-Dame des Neiges de Trois Pistoles.

Dated from the office of the secretary of the province, this seventeenth day of November, 1910.

JOS. DUMONT,

4846

Deputy Provincial Secretary

Avis est donné au public qu'en vertu de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du quatorzième jour de novembre 1910, constituant en corporation MM. Charles Edwards Hyde, courtier d'immeubles, William Gilbert Pugsley et George Gorton Hyde, avocats, Ronald Cameron Grant, comptable, et Roswell Eric Fisher, étudiant en droit, de la cité de Montréal, dans les buts suivants :

Promouvoir et favoriser l'intérêt dans le jeu de baseball, la crosse, cricket, football, hockey et autres jeux et sports, et de les jouer les jours de semaine et les jours non juridiques ;

L'organisation de tels clubs et associations dans la localité qui peuvent être nécessaires et requis pour les objets de la compagnie ;

Acquérir, posséder, louer et mettre en opération les terrains, bâtisses, ronds à patiner, ronds et propriétés qui peuvent être nécessaires et requis pour les susdits fins, et tenir des apprentis pour rafraîchissements en rapport avec iceux, sujets à tous les règlements provinciaux et municipaux les affectant ;

Tenir toute sorte d'amusements, exhibitions, luttes de patineurs, courses et autre sorte d'amusements permis par la loi, et acquérir, vendre, céder ou louer les dits immeubles, terrains, bâtisses, franchises et droits qui peuvent être nécessaires pour les fins de la compagnie, et avoir tous les autres pouvoirs y ayant rapport et accessoires qui peuvent être requis et nécessaires pour la mise en opération des objets de la dite compagnie, sous le nom de "Wanderers Hockey Club Limited", avec un capital total de vingt mille piastres (\$20,000.00), divisé en deux mille (2000) actions de dix piastres (\$10.00) chacune.

La principale place d'affaires de la corporation, sera dans la cité de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce quatorzième jour de novembre 1910.

JOS. DUMONT,

4833.2

Sous-secrétaire de la province.

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant Governor of the province of Quebec, bearing date the fourteenth day of November, 1910, incorporating Messrs. Charles Edwards Hyde, real estate broker, William Gilbert Pugsley and George Gorton Hyde, advocates, Ronald Cameron Grant, accountant, and Roswell Eric Fisher, student at law, of the city of Montreal, for the following purposes :

The promoting and furthering of interest in the game of baseball, lacrosse, cricket, football, hockey and other games and sports, and the playing thereof of weekdays and non juridical days ;

The organization of such local clubs and associations as may be necessary and requisite for the objects of the company ;

To acquire, own, lease and operate such grounds, buildings, skating rinks, rinks and premises as may be necessary and requisite for the purposes aforesaid, and maintain refreshment booths in connection therewith, subject to all provincial and municipal regulations affecting the same ;

To hold all kinds of entertainments, exhibitions, skating contests, races and other forms of amusements licensed by law, and to acquire, sell, convey, or lease such real estate, land, buildings, franchises and wrights as may be necessary for the purposes of the company, and to have all such further incidental and accessory powers as may be requisite and necessary for carrying on the objects of the said company, under the name of "Wanderers Hockey Club Limited", with a total capital stock of twenty thousand dollars (\$20,000.00), divided into two thousand (2000) shares of ten dollars (\$10.00) each.

The principal place of business of the corporation, will be in the city of Montreal.

Dated from the office of the Provincial Secretary, this fourteenth day of November, 1910.

JOS. DUMONT,

4834

Deputy Provincial Secretary.

Avis est donné au public qu'en vertu de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du dix-septième jour de novembre 1910, constituant en corporation MM. Arthur L. Pelletier et Joseph Ferdinand Michaud, marchands, Auguste Painchaud, voyageur de commerce, François Lapointe, comptable, Samuel Charles Riou, avocat, et Louis Plourde, mécanicien, de la ville de Fraserville, dans les buts suivants :

D'acheter de leur propriétaire, les terrains, bâtisses et machineries, ayant ci-devant appartenu à la "Rivière-du-Loup Electrical & Iron Works," et d'acheter, de vendre, louer ou autrement acquérir et disposer tous biens, meubles et immeubles nécessaires à l'usage de son industrie ;

De manufacturer, poser, louer et vendre toutes les machines et machineries en fonte, fer, acier, cuivre ou autre métal ;

De faire et consentir tous contrats pour la vente, le posage et l'installation de toutes machines, machineries et ouvrages en métal ou partie en bois et partie en métal, dans toute maison ou bâtisse quelconque ;

De faire, produire et utiliser le gaz, l'électricité et la vapeur comme pouvoir moteur, et aussi pour l'éclairage et pour toutes autres fins industrielles quelconques, dans la cité de Fraserville et le comté de Temiscouata ;

Généralement de faire et manufacturer, vendre ou louer toute machine et pièce de machinerie, en bois ou métal, et de construire, outiller et opérer toute usine jugée nécessaire à cette fin, sous le nom de "Les Usines Mécaniques Grandville, Limitée", avec un capital total de quarante-neuf mille piastres (\$49,000.00), divisé en quatre mille neuf cents (4900) actions de dix piastres (\$10.00) chacune.

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant Governor of the province of Quebec, bearing date the seventeenth day of November, 1910, incorporating Messrs. Arthur L. Pelletier and Joseph Ferdinand Michaud, merchants, Auguste Painchaud, commercial traveller, François Lapointe, accountant, Samuel Charles Riou, advocate, and Louis Plourde, mechanic, of the town of Fraserville, for the following purposes :

To purchase from their owner the lands, buildings and machinery having heretofore belonged to the Rivière du Loup Electrical and Iron Works, and to purchase, lease or otherwise acquire and dispose of all the property, moveable and immovable for the use of its business ;

To manufacture, instal, lease and sell all the machines and machinery in cast iron, iron, steel, copper or other metal ;

To make and enter into any contracts for the sale and the installation of any machines, machinery and works in metal or partly in wood and partly in metal, in any house or building whatsoever.

To manufacture, produce and use gas, electricity and steam as motive power and also for lighting and any other industrial purposes whatsoever within the city of Fraserville and the county of Temiscouata ;

To generally make and manufacture, sell or lease any machine or piece of machinery in wood or metal, and to construct, equip and operate any shop deemed necessary for such purpose, under the name of "Les Usines Mécaniques Grandville, Limitée", with a total capital of forty nine thousand dollars (\$49,000.00), divided into four thousand nine hundred (4900) shares of ten dollars (\$10.00) each.

La principale place d'affaires de la corporation, sera dans la ville de Fraserville.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce dix-septième jour de novembre 1910.

JOS. DUMONT,  
4835.2                      Sous-secrétaire de la province.

EXTRAITS DES REGLES ET REGLEMENTS  
DU CONSEIL LEGISLATIF.

*Relatifs aux avis de Bill Privés*

53. Toute demande de bills privés qui sont proprement du ressort de la Législature de la province de Québec, suivant les dispositions de l'acte de l'Amérique Britannique du Nord, 1867, clause 53, pour la construction d'un pont, d'un chemin de fer, d'un chemin à barrières, ou d'une ligne télégraphique; soit pour la construction ou l'amélioration d'un hâvre, canal, écluse, digue ou gliassoire, ou autres travaux semblables, soit pour l'octroi d'un droit de traverse, la construction d'usines ou travaux pour fournir du gaz ou de l'eau, l'incorporation de professions, métiers ou de compagnies à fonds social; incorporation d'une cité, ville, village, ou autre municipalité, l'imposition d'aucune taxe locale, la division d'aucun comté, pour toutes autres fins que celle de la représentation en parlement ou d'aucun canton, le changement de site d'aucun chef-lieu, ou d'aucun bureau local, les règlements concernant toute commune, le re-arpentage de tout canton, ligne ou concession, ou pour octroyer à qui que ce soit des droits ou privilèges exclusifs ou particuliers ou pour la permission de faire quoi que ce soit qui pourrait compromettre les droits ou la propriété d'autres individus, ou se rapportant à une classe particulière de la société; ou pour faire aucun amendement d'une nature semblable à un acte antérieur, — exige la publication d'un avis, spécifiant clairement et distinctement la nature et l'objet de la demande, savoir :

Un avis inséré pour la *Gazette Officielle*, en français et en anglais, et dans un journal publié en anglais et dans un autre publié en français, dans le district duquel s'applique la mesure demandée, ou dans l'une ou l'autre langue, s'il n'y a qu'un seul journal ou s'il n'y existe pas de journal, la publication dans les deux langues) se fera dans la *Gazette Officielle* et dans le journal d'un district voisin.

Ces avis seront continués, dans chaque cas, pendant une période d'au moins un mois durant l'intervalle de temps écoulé entre la clôture de la session précédente et la prise en considération de la pétition.

54.- Avant d'adresser à la chambre aucune pétition demandant la permission de présenter un bill privé pour la construction d'un pont de péage, les personnes se proposant de faire cette pétition, devront, en donnant avis prescrit par la règle précédente, et de la même manière donner aussi avis des péages qu'elles se proposent d'exiger, de l'étendue du privilège de la hauteur des arches, de l'espace entre les culées ou piliers pour le passage des radeaux et navires, et mentionner aussi si elles ont l'intention de construire un pont-tournant ou non, et les dimensions de ce pont-tournant.

60.- Les dépenses et les frais occasionnés par des bills privés conférant quelque privilège exclusif, ou pour tout autre objet de profit ou pour l'avantage d'un particulier, d'une corporation ou d'individus, ou pour amender ou étendre des actes antérieurs, de manière à conférer des pouvoirs additionnels, ne doivent pas retomber sur le public; conséquemment les parties qui désirent obtenir ces bills sont obligées de payer au bureau des bills privés la somme de deux cents piastres, immédiatement après leur première lecture. Tous ces bills doivent être rédigés dans les langues anglaise et française, par ceux qui les demandent, et imprimés par l'entrepreneur de l'impression des bills de la chambre, et 250 exemplaires en français et 100 en anglais de ces bills doivent être déposés au bureau des bills privés, et s'il y a des amendements, lors de la seconde lecture, qui nécessitent une réimpression du bill, ceux qui en

The chief place of business of the corporation will be in the town of Fraserville.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this seventeenth day of November, 1910.

JOS. DUMONT,  
4836                      Deputy Provincial Secretary.

EXTRACTS OF RULES AND REGULATIONS  
OF THE LEGISLATIVE COUNCIL

*Relating to notices for Private Bills.*

53.—All application for private bills, properly within the range of the powers of the Legislature of the Province of Quebec, according to the provisions of the act of British North America, 1867, clause 53, whether for the construction of a bridge, a railway, a turnpike road or telegraph line, the construction or improvement of a harbor, canal, lock, dam or slide, or other like works the granting of a right of ferry, the construction of works for supplying gas or water, the incorporation of any particular profession or trade, or of any joint stock companies the incorporation of a city town, village or other municipality, the levying of any local assessment, the division of any county, for purposes other than that of representation in parliament, or of any township, the removal of the site of any county, town, or of local offices; the regulation or any common the resurvey of any township, line or concession, or otherwise for granting to the individual or individuals any exclusive or pecuniary rights or privileges whatever, or for doing any matter or thing which in its operation would affect the rights or property of other parties, or relate to any particular class of the community or for making any amendment of a like nature to any former act,—shall require a notice, clearly and distinctly specifying the nature and object of the application, to be published as follows, viz :

A notice inserted in the *Official Gazette*, in the english and french languages, and in one news paper in the english, and one newspaper in the french language in the district affected, or in both languages, if there but one paper; or if there be no paper published therein, then (in both languages) in the *Official Gazette* and in a paper published in an adjoining district.

Such notices shall be continued in each case for a period of at least one month, during the interval of time between the close of the next preceding session and the consideration of the petition.

54.—Before any petition praying for leave of bring in a private bill for the erection of a toll bridge is presented to the house, the person or persons intending to petition for such bill shall up giving the notice prescribed by the preceding rule, also at the same time, and in the same manner, give notice of the rates which they intend to ask, the extent of the privilege, the height of the arches, the interval between the abutments or piers for the passage of rafts and vessels and mentioning also whether they intend to erected drawbridge or not and the dimensions for the same.

60.—The expenses and costs attending private bills giving an exclusive privilege or for any other object of profit, or private, corporate, or individual advantage, or for amending extending or enlarging any former acts, in such manner as to confer additional powers, ought not to fall on the public, accordingly, the parties seeking to obtain any such bill shall be required to pay into the private bill office the sum of two hundred dollars, immediately after the first reading thereof. All such bills shall be prepared in the english and french languages, by the parties applying for the same, and printed by the contractor for printing the bills of the house, and two hundred and fifty copies thereof in french, and one hundred in english, shall be filed at the private bill office, and if any amendments be made at the second reading, which shall require the reprinting of the bill, the parties

demandant la passation devront déposer au bureau des bills privés 250 exemplaires en français, et 100 en anglais, du bill tel qu'amendé ; et de plus, aucun de ces bills ne doit être soumis au comité des Bills Privés avant la production d'un certificat d'un des officiers en loi constatant que le projet de loi a été examiné et jugé conforme aux lois générales et aux règlements de cette Chambre, ni être lu pour la troisième fois avant que le greffier n'ait reçu un certificat de l'imprimeur du Roi, déclarant qu'il lui a été fait remise du coût de l'impression de 250 exemplaires de la version anglaise de l'acte, et de 500 de la version française, pour le gouvernement

Le promoteur doit aussi payer au comptable de la Chambre une somme de \$200, et en sus le coût de l'impression du bill dans le volume des statuts, de déposer le reçu de ces paiements entre les mains du greffier du comité, auquel le bill est renvoyé.

Si un exemplaire du bill n'a pas été déposé entre les mains du greffier au moins huit jours avant l'ouverture de la session, et si la pétition n'est pas présentée dans les premiers huit jours de la session, la somme à être payée au comptable sera de cinq cents piastres, s'il s'agit d'une compagnie de chemin de fer, de tramway, de télégraphe, de téléphone, d'éclairage, d'octroyer une charte à une cité ou à une compagnie à fonds social, ou d'amender telle charte, et de trois cents piastres dans les autres cas.

2.—L'honoraire payable lors de sa seconde lecture d'un bill privé, n'est payé qu'à celle des chambres où il a été présenté, mais les frais d'impression doivent être payés dans chaque chambre.

R. CAMPBELL,

4927

G. C. L.

ASSEMBLEE LEGISLATIVE.

*Bill privés*

51. Toute demande de bills privés dont la matière tombe dans les attributions de la Législature de Québec conformément à l'esprit de l'Acte de l'Amérique Britannique du Nord, 1867, soit pour la construction d'un pont, d'un chemin de fer, d'un tramway, d'un chemin à barrières, ou d'une ligne télégraphique ou téléphonique, soit pour la construction ou l'amélioration d'un hâvre, canal, écluse, digue, glissoire, ou autres travaux semblables ; soit pour la concession d'un droit de passage d'une rive à l'autre, soit pour l'incorporation d'une compagnie à fonds social d'un commerce ou d'un métier particulier, soit pour l'incorporation d'une cité, ville, village, ou autre municipalité, soit pour le prélèvement d'une cotisation locale, soit pour la division d'une municipalité ou d'un comté, pour des fins autres que celle de la représentation dans la Législature, soit pour le changement de chef-lieu, ou le déplacement des bureaux publics d'un comté, soit pour le réarpentage d'un canton, ou d'une délimitation ou concession de canton, soit pour concéder un ou plusieurs individus des droits ou privilèges exclusifs ou particuliers, pour les autoriser à faire quoi que ce soit pouvant affecter les droits ou la propriété d'autres personnes, ou pouvant concerner une classe particulière de la société, ou pour faire un amendement de même nature à une loi déjà en vigueur, doit être précédée d'un avis établissant clairement et distinctement la nature et l'objet de la demande.

2. Cet avis doit, sauf dans le cas de corporations instantes, être signé de la part de ceux qui font la demande, et doit être publié dans la *Gazette Officielle de Québec*, en anglais et en français, ainsi que dans un journal français et dans un journal anglais du district que le bill concerne ; et s'il n'y a ni journal français ni journal anglais dans ce district, alors l'avis doit être publié dans un journal français ou dans un journal anglais d'un district voisin.

3. Dans chacun de ces cas, cet avis doit être publié sans interruption, pendant au moins un mois, dans l'intervalle, entre la clôture de la session

seeking to obtain the passing of the bill shall file the private bill office two hundred and fifty additional copies in french, and one hundred copies in the english language, of the bill as amended : and moreover, no such bill shall be submitted to the committee on standing orders and private bill before the production of a certificate from one of the law officers that such bill has been examined and been found to be in conformity with the general laws and the rules of this House, nor shall it be read a third time until a certificate from the King's printer shall have been filed with the clerk, that the cost of printing two hundred and fifty of the act in english and five hundred copies in french, for the government, has been paid him.

The applicant shall also pay to the accountant of the House a sum of \$200, and further more the cost of printing the bill for the Statutes, and shall lodge the receipt for the same with the Clerk of the Committee, to which such bill is referred.

If a copy of the Bill have not been deposited in the hands of the clerk at least eight days before the opening of the session, and if the petition have not been presented within the first eight days of the session, the amount to be paid to the accountant shall be five hundred dollars, if it relates to a railway, tramway, telegraph, telephone or lighting company, or to incorporate a city or joint stock company, or to amend any act of incorporation, and of three hundred dollars in all other cases.

2.—The fee payable on the second reading of any private bill is paid only in the house in which such bill originates, but the costs of printing the same are paid in each house.

R. CAMPBELL,

4928

C. L. C.

LEGISLATIVE ASSEMBLY

*Private Bills*

51. All application for Private Bills, properly the subject of legislation by the Legislature of Quebec within the purview of "The British North America Act 1867," whether for the erection of a Bridge ; the making of a Railway, Tramway, Turnpike Road, Telegraph or Telephone Line ; the construction of improvement of a Harbor, Canal, Lock, Dam, Slide or other like work ; the granting of a right of Ferry ; the incorporation of any particular Trade or Calling, or of any Joint Stock Company ; the incorporation of a City, Town, Village or other Municipality ; the levying of any local Assessment ; the division of any Municipality or any County for purposes other than that of the representation in the Legislature ; the removal the site of a County Town or of any local Offices, the re-survey of any Township, or of any Township Line or Concession ; or for granting to any individual or individuals any exclusive or peculiar Rights or Privileges whatever, or for doing any matter or thing which in its operation would affect the rights or property of other parties, or which relate to any particular class of the community ; or for making any Amendment of a like nature to any existing Act,—shall require a Notice clearly and distinctly specifying the nature and object of the application

2. Such Notice, except in the case of existing Corporations, shall be signed on behalf of the Applicants, and shall be published in the *Quebec Official Gazette*, in the english and french languages, and in one newspaper in the english, and in one newspaper in the french language, in the district affected ; and in default of either of such newspaper in such district, then in a similar newspaper published in an adjoining district.

3. Such notice shall be continued, in each case, for a period of at least one month during the interval of time between the close of the next preced-

précédente et la prise en considération, de la pétition ; et des exemplaires des journaux contenant la première et la dernière insertion de l'avis doivent être envoyés au greffier par ceux qui l'ont publié, afin d'être déposés au bureau du comité des Ordres permanents.

52. Lorsqu'il s'agit d'un bill autorisant la construction d'un pont de péage, la partie ou les parties qui se proposent d'en faire la demande doivent, dans l'avis prescrit par la règle précédente, indiquer les taux de péage qu'elles ont l'intention d'exiger, l'étendue du privilège qu'elle réclament, la hauteur des arches du pont, l'espace entre les piles et les culées pour le passage des navires ou des trains de bois ; et, de plus, si leur intention est de construire un pont-lévis, elles doivent le spécifier et faire connaître en même temps les dimensions du pont-lévis.

57. Quand il est présenté un bill pour confirmer les lettres patentes ou une convention, copie certifiée de cette convention et ces lettres patentes doit y être annexée.

"2. Les bills pour constitution de cités ou de villes, ou de compagnies à fonds social, ou de compagnies de chemins de fer [ou de compagnies d'assurance], ne doivent contenir, en sus de clauses spéciales et de rigueur, que les dispositions dérogoires aux Statuts refondus concernant les corporations de villes, [ou à la loi des cités et villes, 1903], ou à la loi des clauses générales des compagnies à fonds social, ou aux dispositions des Statuts refondus concernant les chemins de fer [ou à la loi des assurances de Québec], suivant la circonstance ; mais ils doivent mentionner, dans chaque cas particulier, la clause du statut général à laquelle on veut déroger, et la remplacer par une clause nouvelle. La pétition devra alléguer les raisons particulières pour motiver l'introduction de ces changements.

3. Tous les bills autorisant la construction de chemins de fer, chemins à barrières, lignes de télégraphe ou de téléphone, devront mentionner les terminus, ainsi que l'indication de la route à suivre ; et les bills relatifs à la constitution en corporation des compagnies de pouvoir électrique ou hydraulique devront spécifier clairement les privilèges spéciaux à elles conférés, ainsi que les noms des localités où elles veulent opérer.

Les plans des routes de ces chemins de fer, chemins à barrière, lignes de télégraphe ou de téléphone, et la situation des ateliers des compagnies de pouvoir électrique et hydraulique devront être produits devant le comité auxquels ces bills seront soumis, et ce comité en pourra procéder avant leur production.

4. Les bills pour amender des statuts en vigueur doivent contenir les clauses nouvelles que l'on veut substituer aux anciennes, et les amendements doivent être énoncés entre crochets.

5. Tout bill à l'effet d'autoriser l'admission à l'exercice de la profession d'avocat, de notaire, de médecin, d'arpenteur, d'architecte, d'ingénieur civil, de chimiste ou de dentiste doit contenir, au préalable, une déclaration portant que ce bill a été approuvé par le bureau ou conseil de la profession dans laquelle le requérant désire entrer. Et le comité des bills privés ne devra procéder à l'examen tel bill qu'après production d'une copie authentique de l'approbation de l'autorité compétente.

Une copie certifiée de la résolution du bureau ou conseil d'administration, approuvant tel bill, devra être adressée au greffier, en même temps que la copie du bill pour être soumise au comité des bills privés.

"5a. Les exemplaires des bills privés, déposés entre les mains du greffier, seront transmis sans délai au bureau des officiers spéciaux en loi pour examen ; et aucun tel bill ne pourra être considéré par le comité des bills privés avant la production d'un rapport d'un de ces officiers constatant que le projet a été trouvé conforme aux Règles de la Chambre indiquant en que il déroge aux lois générales.

ing Session and the consideration of the petition and copies of the newspaper containing the first and last insertion of such notice, shall be sent by the parties who inserted such Notice to the Clerk of the House, to be filed in the office of the Committee on Standing Orders.

52. In the case of an intended application for a Private Bill for the erection of a Toll-bridge, the person or persons intending to petition for such Bill, shall, in the notice prescribed by the preceding Rule, specify the Rates which they intend to ask, the extent of the privilege, the height of the arches, the interval between the abutments or piers for the passage of rafts and vessels, and also whether it is intended to erect a drawbridge or not, and the dimensions of the same.

57. When any Bill for confirming any Letters Patent or agreement is introduced, a certified copy of such Letters Patent or Agreement must be attached to it.

"2. Bills for the incorporating of Cities or Towns, or of Joint Stock Companies, or of Railway Companies, [or of Insurance Companies], shall contain, in addition to the special and absolutely necessary clauses, only such provisions as may derogate from the provisions of the Revised Statutes respecting Town Corporations, [or from the "Cities and Towns' Act, 1903,"] or from the "Joint Stock Companies' General Clauses Act," or from the provisions of the Revised Statutes respecting Railway, [or the Quebec Insurance Act], as the case may be, but shall specify in each special instance the Clause of the General Act which is sought to be departed from and shall replace the same by a new Clause. Special grounds shall be set forth in the Petition for the introduction of such provisions.

3. All Bills authorizing the building of any railway turnpike road, telegraph or telephone lines, shall mention the terminal points, with a general indication of the route to be taken, and those incorporating Electric and Water Power Companies, shall clearly specify the particular privilege conferred with the names of the places in which they are to be exercised.

Plans showing the routes of such Railways, turnpike roads, Telegraph or Telephone lines, and the positions of the works of any Companies shall be produced before the Committee to which such Bills are referred, and until so produced, the said Committee shall not proceed thereon.

4. Bills for amending existing Acts shall be framed so as to replace Clauses sought to be amended by new Clauses, indicating the Amendments between brackets.

5. Every Bill to authorize admission to the practice of the profession of advocate, notary, physician, surveyor, architect, civil engineer, chemist or dentist shall contain a statement in the preamble that such Bill has been approved by the Board or Council of the profession which the petitioner desires to enter. And the Private Bills Committee shall not proceed with any such Bill until an authentic copy of the formal resolution of the Board or Council, approving of such application be produced before the Committee.

A certified copy of the resolution of the board or council of management, approving such bill, shall be sent to the clerk at the same time that the copy of the bill in order that it may be submitted to the Private Bills Committee.

"5a. All copies of Private Bills deposited to the hands of the Clerk, shall be sent without delay to the Special Law Officers for examination, and no such Bill shall be submitted to the Committee on Private Bills before the production of a report from one of such officers certifying that such Bill has been found to be in conformity with the rules of this House, and indicating in what manner it derogates from the general laws.

6. Les auteurs d'un bill qui ne l'auront pas rédigé conformément à la présente règle devront le recommencer et le faire imprimer de nouveau, à leurs frais.

58. Toute personne qui demande à présenter un bill privé lui conférant un privilège ou profit exclusif, ou un avantage personnel ou collectif, ou demandant quelq' amendement à un statut en vigueur, doit déposer entre les mains du greffier, quinze jours avant l'ouverture de la session, un exemplaire de ce bill en français ou en anglais, et remettre en même temps au comptable de la chambre une somme suffisante pour payer l'impression de cinq cents exemplaires en français et de trois cent cinquante exemplaires en anglais, de plus \$2 par page d'impression pour la traduction et cinquante centimes par page pour la correction et la revision des épreuves. La traduction doit être faite par les officiers de la Chambre, et l'impression par l'entrepreneur des impressions.

"2. Le pétitionnaire doit aussi payer au comptable de la Chambre une somme de deux cents piastres, outre le prix d'impression du bill dans le volume des Statuts, et déposer le reçu de ces paiements entre les mains du greffier du comité auquel le bill est renvoyé.

Ces paiements doivent être faits immédiatement après la deuxième lecture du bill et avant que le comité le prenne en considération.

"3. Si un exemplaire du bill n'a pas été déposé entre les mains du greffier, au moins quinze jours avant l'ouverture de la session, et si la pétition n'est pas présentée dans les premiers cinq jours de la session, la somme à être payée au comptable sera de cinq cents piastres, s'il s'agit d'une compagnie de chemin de fer, de tramway, de télégraphe, de téléphone ou d'éclairage, ou d'octroyer une charte à une compagnie à fonds social ou d'amender telle charte, ou d'amender une charte de cité ou de ville, et de trois cents piastres dans les autres cas.

"3a. Si un exemplaire du bill n'a pas été déposé entre les mains du greffier, au moins trois semaines avant l'ouverture de la session, lorsqu'il s'agit d'octroyer ou de refondre une charte de cité ou de ville, le bill ne sera pas examiné par les officiers spéciaux en loi, ni imprimé et ne pourra être considéré par la Chambre ou aucun de ses comités."

4929 L. G. DESJARDINS,  
Greffier de l'Assemblée Législative.

## Demandes à la Législature

Le soussigné, étudiant en notariat, s'adressera à la législature de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir la passation d'une loi aux fins de régulariser son brevet de cléricature, et de faire compter sa cléricature comme étudiant en loi, du 3 septembre 1907.

J. ARMAND BOISSEAU.  
Saint-Hyacinthe, 23 novembre 1910. 4899

Avis est par le présent donné que George Leonard Alexander, de la cité de Montréal, s'adressera à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir une loi autorisant le barreau de la dite province à l'admettre à la pratique de la profession légale après examen final.

HICKSON & CAMPBELL,  
Procureurs du requérant.  
Montréal, 26 novembre 1910. 4915

Avis est donné par les fabriciens de la paroisse de Saint-Viateur d'Outremont, district de Montréal, qu'ils s'adresseront à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour amender la

6. Bills which are not framed in accordance with this Rule shall be re-cast by the promoters and reprinted at their expenses.

58. Any person seeking to obtain any Private Bill, giving any exclusive privilege or profit, of corporate advantage, or for any amendment of by existing Act, shall deposit with the Clerk of the House, fifteen days before the opening of the Session a copy of such Bill in the English or French language, and shall, at the same time, deposit with the Accountant of the House a sum sufficient to pay for printing 350 copies in English and 500 copies in French, an also \$2.00 per page of printed matter for the translation and fifty cents per page for correcting and revising the printing. The translation shall be made by the officers of the House and the printing shall be done by the Contractor.

"2. The applicant shall also pay to the accountant of the House a sum of two hundred dollars and furthermore the cost of printing the Bill for the Statutes, and shall lodge the receipt for the same with the Clerk of the Committee to which such Bill is referred.

Such payments shall be made immediately after the second reading and before the consideration of the Bill by such Committee.

"3. If a copy of the Bill have not been deposited in the hands of the Clerk, at least fifteen days before the opening of the session, and if the petition have not been presented within the first five days of the session, the amount to be paid to the accountant shall be five hundred dollars, if it relate to a railway, tramway, telegraph, telephone or lighting company, or if it incorporate a joint stock company or amend such act of incorporation or to amend the charter of a city or town, and of three hundred dollars in all other cases.

"3a. If a copy of the Bill have not been deposited in the hands of the Clerk, at least three weeks before the opening of the session, if it relate to the incorporation of any city or town or to the consolidation of any such act or incorporation, such Bill shall not be examined by the Special Law Officers or printed nor shall it be taken into consideration by the House or any of its Committees."

4930 L. G. DESJARDINS,  
Clerk of the Legislative Assembly.

## Applications to the Legislature

The undersigned, notarial student, will apply to the Legislature of Quebec, at its next session, for the passing of an act to regulate his certificate of studentship and to have his studentship count as a student in law, from the 3rd September, 1907.

J. ARMAND BOISSEAU.  
Saint Hyacinth, 23rd November, 1910. 4900

Notice is hereby given that George Leonard Alexander, of the city of Montreal, will apply to the Legislature of the province of Quebec, at its next session, for the passing of an act authorizing the Bar of the said province to admit him to the practice of the profession of the law after final examination.

HICKSON & CAMPBELL,  
Attorneys for applicant.  
Montreal, 26th November, 1910. 4916

Notice is hereby given that the curé and marguilliers of l'œuvre et fabrique of the parish of Saint Viateur d'Outremont, district of Montreal, will apply to the Legislature of the province of

loi "1 George V, chapitre 105", afin d'augmenter le pouvoir d'emprunt de \$100,000.00 à \$125,000.00.

BESSETTE & FARIBAULT,  
Procureurs des dits fabriciens.  
Montreal, 30 novembre 1910. 4937

Avis est donné qu'une demande sera faite à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, d'établir une nouvelle division d'enregistrement, comprenant le nord du comté de Champlain et le nord-ouest du comté de Portneuf.

ST. LAURENT & LAFERTÉ,  
Procureurs des requérants.  
Québec, 29 novembre 1910. 4939

Avis est par le présent donné que William James Shaughnessy, de la cité de Montréal, dans la province de Québec, fera une demande à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour faire passer une loi autorisant le Barreau de la dite province à l'admettre à la pratique de la profession d'avocat.

MEREDITH, MACPHERSON,  
HAGUE & HOLDEN,  
4843.2 Avocats du requérant.

Avis est par le présent donné qu'une demande sera faite à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir une loi afin de confirmer certaines conventions entre les légataires et le grevé, en vertu du testament de feu William Bentham, et donner le pouvoir nécessaire de les mettre en opération.

EDGAR N. ARMSTRONG,  
Solliciteur des requérants.  
Montréal, 15 novembre 1910. 4811-3

Avis est par le présent donné que Henry B. Brainerd, manufacturier et autres s'adresseront à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir un acte d'incorporation sous le nom de "The Montreal Curling Club", dans le but de promouvoir et pratiquer le jeu de "Curling", avec pouvoir de prendre et assumer les responsabilités de l'association qui existe maintenant à Montréal, sous le nom de "The Montreal Curling Club", et de continuer les objets de la dite association.

FLEET, FALCONER, OUGHTRED,  
PHELAN, WILLIAMS & BOVEY,  
Procureurs des requérants.  
Montréal, 9 novembre 1910. 4707-4

Avis est par le présent donné qu'une demande sera faite à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir un acte incorporant "The Garden City Company of Canada", dans le but d'acheter et faire le commerce d'immeubles et autre propriété et pour autres fins semblables.

CHARLES M. HOLT, C. R.,  
Solliciteur des requérants.  
Montréal, 7 novembre 1910. 4659-4

Province de Québec, }  
District de Montréal. }

Avis est par le présent donné que David Tannenbaum, de la cité de Montréal, médecin et chirurgien, s'adressera à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir une loi autorisant le collège des médecins et chirurgiens de la province de Québec, de lui permettre de devenir membre de ce corps, et lui donner droit à tous les privilèges comme membre d'icelui, après avoir passé les examens nécessaires requis par le dit collège des médecins et chirurgiens de la province de Québec.

JACOBS, HALL & COUTURE,  
Procureurs du requérant.  
Montréal, 12 novembre 1910. 4795-3

Quebec, at its next session, to amend the law "1 George V, chapter 105", in order to obtain the right to borrow \$125,000.00 instead of \$100,000.00.

BESSETTE & FARIBAULT,  
Solicitors for the said church wardens.  
Montreal, 30th November 1910. 4938

Notice is hereby given that an application will be made to the Legislature of the province of Quebec, at its next session, to establish a new registration division, comprising the northern part of the county of Champlain and the north western part of the county of Portneuf.

ST. LAURENT & LAFERTÉ,  
Attorneys for petitioner.  
Quebec, 29th November, 1910. 4940

Notice is hereby given that William James Shaughnessy, of the city of Montreal, in the province of Quebec, will make application to the Legislature of the province of Quebec, at its next session, for the passing of an act authorizing the Bar of the said province to admit him to the practice of the profession of advocate.

MEREDITH, MACPHERSON,  
HAGUE & HOLDEN,  
4844 Attorneys for applicant.

Notice is hereby given that application will be made at the next session of the Legislature of the province of Quebec, for the passing of an act to confirm certain agreements between the legatees and the institute, under the will of the late William Bentham, and to give the necessary authority for carrying them out.

EDGAR N. ARMSTRONG,  
Solicitor for applicants.  
Montreal, 15th November, 1910. 4872

Notice is hereby given by Henry B. Brainerd, manufacturer and others, of the city of Montreal, that application will be made to the Quebec Legislature, at its next session, for incorporation as "The Montreal Curling Club" for the purpose of promoting and practising the game of "Curling", with power to take over the assets and assume the liabilities of the association now existing in Montreal, under the name of "The Montreal Curling Club", and to continue the objects of the said association.

FLEET, FALCONER, OUGHTRED,  
PHELAN, WILLIAMS & BOVEY,  
Attorneys for applicants.  
Montreal, 9th November, 1910. 4708

Notice is hereby given that application will be made to the Legislature of the province of Quebec, at its next session, for an act to incorporate "The Garden City Company of Canada", for the purpose of purchasing and dealing with real estate and other property and other similar purposes.

CHARLES M. HOLT, K. C.,  
Solicitor for applicants.  
Montreal, 7th November, 1910. 4660

Province of Quebec, }  
District of Montreal. }

Notice is hereby given that David Tannenbaum, of the city of Montreal, physician and surgeon, will apply to the Legislature of the province of Quebec, at its next ensuing session, for an act to authorize the college of physicians and surgeons of the province of Quebec, to permit him to become a member of that body, and to entitle him to all the privileges of membership in the same, after having passed the necessary examinations required by the said college of physicians and surgeons of the province of Quebec.

JACOBS, HALL & COUTURE,  
Attorneys for applicant.  
Montreal, 12th November, 1910. 4796

Avis est par le présent donné que la Ville de Montréal Ouest s'adressera à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir une loi afin de reviser et consolider sa charte, la rendre sujette aux dispositions de la loi des cités et villes, pour ratifier certains de ses règlements, et contenant d'autres dispositions lui appartenant.

DAVIDSON & WAINWRIGHT,  
Procureurs de la Ville de Montréal Ouest.  
Montréal, 24 novembre 1910. 4893.2

### Avis Divers

#### AVIS.

Les examens pour l'admission à l'étude et à la pratique de l'architecture dans cette province auront lieu le 23 janvier 1911 et les jours suivants, dans les salles de l'Association des Architectes de la province de Québec, No 5, Square Beaver Hall, Montréal, à neuf heures de l'avant-midi de chaque jour.

Les témoignages d'étude, item "A" des examens, (voir annuaire) devront être remis au bureau de l'association, le ou avant le 20 décembre de l'année courante. Ces témoignages d'étude devront être accompagnés d'un honoraire de dix dollars (\$10.00) pour les examens d'immatriculation et d'un honoraire de vingt-cinq dollars (\$25.00) pour les examens d'enregistrement.

Une remise sera faite sur réception de la facture.  
J. EMILE VANIER,  
4895 Secrétaire.

Avis est par le présent donné qu'une licence a été octroyée à "L'Union Générale", une association mutuelle de bienfaisance, avec son principal bureau dans la cité de Montréal, et que la dite association est enregistrée à faire des affaires d'une association mutuelle de bienfaisance.

Donné conformément à l'article 6950, S. R. Q., 1909, ce vingt-huitième jour de novembre 1910.

Pour le trésorier de la province de Québec.  
WILLIAM CHUBB,  
Surintendant des assurances, P. Q.  
Branche des Assurances,  
Département de Trésor,  
Québec. 4917

PAUL BRUCHESI

Par la Grâce de Dieu et du Siège Apostolique, Archevêque de Montréal, etc., etc.

A tous ceux qui les présentes verront, savoir faisons que, vu :

1° La requête en date du douze juin mil neuf cent dix à Nous présentée au nom et de la part de la majorité des franc-tenanciers de langue italienne des paroisses de Saint-Stanislas, Saint-Denis, Saint-Enfant-Jésus, Saint-Georges, Saint-Jean-de-la-Croix, Saint-Edouard, Saint-Jean-Berchmans, Saint-Arsène et de Notre-Dame-du-Saint-Rosaire, demandant l'érection du dit territoire en paroisse séparée et distincte de celles plus haut mentionnées pour les raisons y énoncées ;

2° La nécessité pour cette population d'entendre prêcher la parole de Dieu dans sa langue maternelle ;

3° Les avantages spirituels qui résulteront nécessairement de l'érection de cette paroisse ;

En conséquence, le saint nom de Dieu invoqué, et du consentement de nos vénérables frères les chanoines titulaires de notre église métropolitaine, Nous avons érigée, et par les présentes Nous érigeons en titre de cure et de paroisse, mais pour les

Notice is hereby given that the Town of Montreal West will, at the next session of the Legislature of the province of Quebec, apply for an act to revise and consolidate its charter, to make the same subject to the provisions of the cities and towns act, to ratify certain of its by-laws, and containing other provisions appertaining to the foregoing.

DAVIDSON & WAINWRIGHT,  
Attorneys for the Town of Montreal West.  
Montreal, 24th November, 1910. 4894

### Miscellaneous Notices

#### NOTICE.

The examinations for admission to study of architecture or registration, in this province, will be held the 23rd January, 1911 and the following days, at the room of the Province of Quebec Association of Architects, No. 5, Square Beaver Hall, Montreal, at nine o'clock in the forenoon each day.

Testimonies of study, item "A" of the examinations, (see year book) shall have to be in the rooms of the association, on or before the 20th December next. The said testimonies to be accompanied by a fee of ten dollars (\$10.00) for candidates for matriculation and a fee of twenty five dollars (\$25.00) for registration.

A remital will be made on receipt of the account.  
J. EMILE VANIER,  
4896 Secretary.

Notice is hereby given that a license has been issued to "L'Union Générale", a mutual benefit society, with its head office in the city of Montreal, and that the said society is registered to transact the business of a mutual benefit society.

Given pursuant to article 6950, R. S. Q., 1909, this twenty eighth day of November, 1910.

For the treasurer of the province of Québec  
WILLIAM CHUBB,  
Superintendent of insurance, P. Q.  
Insurance Branch,  
Treasurer Department,  
Québec. 4918

PAUL BRUCHESI

By the Grace of God and the Apostolic See, Archbishop of Montreal, &c., &c

To all to whom these presents shall come, we make known that, considering :

1. The petition dated the twelfth of June, one thousand nine hundred and ten, presented to Us in the name and on behalf of the majority of the freehold inhabitants of italian origin of the parishes of Saint Stanislas, Saint Denis, Saint-Enfant-Jésus, Saint Georges, Saint Jean de la Croix, Saint Edouard, Saint Jean Berchmans, Saint Arsène and Notre Dame du Saint Rosaire, praying for the erection of the said territory into a separate and distinct parish from those above mentioned, for the reasons therein setforth ;

2. The necessity for the said population to hear the word of God preached in their mother tongue ;

3. The spiritual advantages that will necessarily result from the erection of such parish ;

Therefore, the holy Name of God being invoked, and with the consent of Our Venerable Brethren the titular canons of Our Metropolitan church, We have erected, and by these presents do erect as cure and parish, but for catholics of italian origin

catholiques de langue italienne seulement, sous l'invocation de Notre-Dame Della Difesa, dont la fête se célèbre le vingt-quatre mai, le territoire des paroisses plus haut mentionnées ;

Pour être les dites cure et paroisse de Notre-Dame Della Difesa entièrement sous notre juridiction spirituelle, à la charge par les curés ou les desservants qui y seront établis par Nous ou par nos successeurs de se conformer en tout aux règles de la discipline ecclésiastique établies dans ce diocèse, spécialement d'administrer les sacrements, la parole de Dieu, et les autres secours de la religion aux fidèles de la dite paroisse, enjoignant à ceux-ci de payer les dîmes et oblations telles qu'usitées et autorisées dans ce diocèse, et de leur porter respect et obéissance dans toutes les choses qui appartiennent à la religion et qui intéressent leur salut éternel.

Donné à Montréal, en notre palais archiépiscopal, le vingt-un octobre mil neuf cent dix, sous notre seing, le sceau de nos armes et le contre-seing de notre chancelier.

+ PAUL, Arch. de Montréal,  
Par ordre de Monseigneur l'Archevêque.  
EMILE ROY,  
Chanoine Chancelier.

4921

Province de Québec, }  
District de Montréal. } *Cour Supérieure.*  
Dame Sarah Epstein, épouse commune en biens de  
Moses Greenberg, des cité et district de Montréal,  
dûment autorisée à ester en justice,  
Demanderesse ;

vs

Le dit Moses Greenberg, du même lieu, plombier,  
Défendeur.  
Une action en séparation de biens a été instituée  
en cette cause, le 25e jour de novembre 1910.

JACOBS, HALL & COUTURE,  
Procureurs de la demanderesse.  
Montréal, 29 novembre 1910. 4945

Province de Québec, }  
District de Montréal. } *Cour Supérieure.*  
No 1188.

Dame Pélérina Loïselle, de la cité et du district de  
Montréal, épouse de Joseph Wilfrid Rosario  
Chartrand, épiciier, du même lieu, dûment autorisée à ester en justice,  
Demanderesse ;

vs

Le dit Joseph William Rosario Chartrand,  
Défendeur.  
Une action en séparation de biens a été instituée  
en cette cour, le septième jour de novembre 1910.

LORANGER & PRUDHOMME,  
Procureurs de la demanderesse.  
Montréal, 1er novembre 1910. 4965

Province de Québec, }  
District de Montréal. } *Cour Supérieure.*  
No. 1173.

Marie Alice Rachel Syvret, épouse commune en  
biens de J. Albani Prémont, hôtelier, de Montréal,  
dit district, a, le 3 novembre courant, intenté une  
action en séparation de biens contre ce dernier,  
avec l'autorisation de cette cour.

ARCHAMBAULT, ROBILLARD,  
JULIEN & BERARD,  
4751-3 Avocats de la demanderesse.

Province de Québec, district de Montréal,  
No 1101, Cour Supérieure.—Dame Hedwidge Le-  
blanc, épouse commune en biens de Esdras Beau-  
pré, journalier, de Montréal, dûment autorisée à  
ester en justice, Demanderesse ; vs le dit Esdras  
Beaupré, Défendeur. Une action en séparation de  
biens a été intentée ce 13ème jour d'octobre 1910.

J. H. DAVID,  
4749-3 Avocat de la demanderesse.

only, under the invocation of Notre Dame Della Difesa, whose feast is celebrated on the twenty fourth of May, the territory of the parishes above mentioned ;

The said cure and parish of Notre Dame Della Difesa to be wholly under our spiritual jurisdiction, the pastors who shall be appointed thereto by ourselves or our successors, shall in all things conform to the rules of ecclesiastical discipline established in this diocese, especially to administer the sacraments, preach the word of God, and give the other comforts of religion to the faithful of the said parish ; the latter being enjoined to pay them such dues and offerings as are usual and authorized in this diocese, and to respect and obey them in all matters pertaining to religion and relating to their eternal salvation.

Given at Montreal, in Our Archiepiscopal Palace, on the twenty first of October, one thousand nine hundred and ten, under our hand, the seal of our arms and the counter signature of our chancellor.

+ PAUL, Arch. of Montreal,  
By order of His Grace.  
EMILE ROY,  
Canon Chancellor.

4922

Province of Quebec, }  
District of Montreal. } *Superior Court.*  
Dame Sarah Epstein, wife common as to property  
of Moses Greenberg, of the city and district of  
Montreal, duly authorized to ester en justice,  
Plaintiff ;

vs

The said Moses Greenberg, of the same place,  
plumber, Defendant.  
An action for separation as to property has been  
instituted in this case, the 25th day of November,  
1910.

JACOBS, HALL & COUTURE,  
Attorneys for plaintiff.  
Montreal, 29th November, 1910. 4946

Province of Quebec, }  
District of Montreal. } *Superior Court.*  
No. 1188.

Dame Pélérina Loïselle, of the city and district of  
Montreal, wife of Joseph Wilfrid Rosario Char-  
trand, grocer, of the same place, duly authorized  
to ester en justice, Plaintiff ;

vs

The said Joseph Wilfrid Rosario Chartrand,  
Defendant.  
An action for separation as to property has been  
instituted in this court, on the seventh day of  
November, 1910.

LORANGER & PRUDHOMME,  
Attorneys for plaintiff.  
Montreal, 1st November, 1910. 4966

Province of Quebec, }  
District of Montreal. } *Superior Court.*  
No 1173.

Marie Alice Rachel Syvret, wife common as to  
property of J. Albani Prémont, hotelkeeper, of  
Montreal, said district, has, on the 3rd of Novem-  
ber instant, instituted an action for separation as  
to property against the latter, with the authoriza-  
tion of the said court.

ARCHAMBAULT, ROBILLARD,  
JULIEN & BERARD,  
4752 Attorneys for plaintiff.

Province of Quebec, district of Montreal, No.  
1101, Superior Court.—Dame Edwidge Leblanc,  
wife common as to property of Esdras Beau-  
pré, laborer, of Montreal, duly authorized to ester en  
justice, Plaintiff ; vs the said Esdras Beau-  
pré, Defendant. An action for separation as to  
property has been instituted this 13th day of October,  
1910.

J. H. DAVID,  
4750 Attorney for plaintiff.

Province de Québec, district de Montréal, cour supérieure, No 3991.—Dame Helmina Désy, dûment autorisée à ester en justice, épouse de Louis Hénault, meublier, tous deux de Montréal, dit district, a intenté, ce jour, une action en séparation de biens contre son dit époux.—Allard & Allard, procureurs de la demanderesse.—Montréal, 14 novembre 1910.

4777-3

Province de Québec, }  
District de Montréal. } Cour Supérieure.  
No 3919.

Dame Hermine Soulière, de la cité de Montréal, épouse commune en biens de Jean-Baptiste Vigeant, du même lieu, a, le 25 octobre 1910, institué contre le dit Jean-Baptiste Vigeant, son époux, une action en séparation de biens.

J. H. JOANETTE,  
Procureur de la demanderesse.  
Montréal, 2 novembre 1910. 4643-4

Province de Québec, }  
District de Montréal. } Cour Supérieure.  
No 3989.

Dame Elizabeth S. Skinner, épouse commune en biens de George Haysey, décorateur, des cité et district de Montréal, et dûment autorisée à ester en justice, Demanderesse ; vs le dit George Haysey, Défendeur.

Une action en séparation de biens a, ce jour, été intentée contre le défendeur.

Z. FILION,  
Avocat de la demanderesse.  
Montréal, 14 novembre 1910. 4759-3

Province de Québec, }  
District de Montréal. } Cour Supérieure.  
No 2861.

Dame Cordélia Dion, des cité et distrit de Montréal, dûment autorisée à ester en justice, épouse de Alphonse Evariste Gougeon, autrefois boulanger, du même lieu, aujourd'hui absent, Demanderesse ; vs Le dit A. E. Gougeon, Défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause, ce jour.

J. B. BOUDREAULT,  
Avocat de la demanderesse.  
Montréal, 17 novembre 1910. 4823-3

Province de Québec, }  
District de Montréal. } Cour Supérieure.  
No 3952.

Dame Sadie Hannah Rubin, des cité et district de Montréal, épouse commune en biens de Samuel Ship, marchand tailleur, du même lieu, dûment autorisée à ester en justice, Demanderesse ;

vs

Samuel Ship, du même lieu, Défendeur.  
Une action en séparation de biens a été instituée le 4e jour de novembre 1910.

ISIDORE BALLON,  
Procureur de la demanderesse.  
Montréal, 10 novembre 1910. 4719-4

Canada, }  
Province de Québec, } Cour Supérieure.  
District de Bedford. }  
No 8489.

Rose de Lima Lavallée, du village de Roxton-Falls, dans le district de Bedford, épouse de Xavier Poitras, du même lieu, journalier, dûment autorisée à ester en justice, Demanderesse ;

vs

Le dit Xavier Poitras, Défendeur.  
Une action en séparation de biens a été, ce jour, instituée en cette cause.

J. A. JACQUES,  
Procureur de la demanderesse.  
Sweetsburg, 25 octobre 1910. 4657-4

Province of Quebec, district of Montreal, superior court, No. 3991.—Dame Helmina Désy, duly authorized to ester en justice, wife of Louis Hénault, cabinet-maker, both of Montreal, said district, has sued, this day, her said husband for separation as to property.—Allard & Allard, attorneys for plaintiff.—Montreal, 14th November, 1910.

4778

Province of Quebec, }  
District of Montreal. } Superior Court.  
No. 3919.

Dame Hermine Soulière, of the city of Montreal, wife common as to property of Jean-Baptiste Vigeant, of the same place, duly authorized à ester en justice, has, on the 25th of October, 1910, instituted against the said Jean Baptiste Vigeant, her husband, an action for separation as property.

J. H. JOANETTE,  
Attorney for plaintiff.  
Montreal, 2nd November, 1910. 4644

Province of Quebec, }  
District of Montreal. } Superior Court.  
No. 3989.

Dame Elizabeth S. Skinner, of the city and district of Montreal, wife common as to property of George Haysey, of the same place, duly authorized "à ester en justice", Plaintiff ; vs the said George Haysey, Defendant.

An action for separation as to property has been, this day, instituted against the defendant.

Z. FILION,  
Attorney for plaintiff.  
Montreal, 14th November, 1910. 4760

Province of Quebec, }  
District of Montreal. } Superior Court.  
No. 2861.

Dame Cordelia Dion, of the city and district of Montreal, duly authorized à ester en justice, wife of Alphonse Evariste Gougeon, formerly baker, of the same place, now absent, Plaintiff ; vs The said A. E. Gougeon, Defendant.

An action for separation as to property has been instituted in this cause, this day.

J. B. BOUDREAULT,  
Attorney for plaintiff.  
Montreal, 17th November, 1910. 4824

Province of Quebec, }  
District of Montreal. } Superior Court.  
No. 3952.

Dame Sadie Hannah Rubin, of the city and district of Montreal, wife common as to property of Samuel Ship, merchant tailor, of the same place, duly authorized to ester en justice, Plaintiff ;

vs

Samuel Ship, of same place, Defendant.  
An action for separation as to property has been instituted on this 4th day of November, 1910.

ISIDORE BALLON,  
Attorney for plaintiff.  
Montreal, 10th November, 1910. 4720

Canada, }  
Province of Quebec, } Superior Court.  
District of Bedford. }  
No. 8489.

Rose de Lima Lavallée, of the village of Roxton Falls, in the district of Bedford, wife of Xavier Poitras, of the same place, laborer, duly authorized à ester en justice, Plaintiff ;

vs

The said Xavier Poitras, Defendant.  
An action for separation as to property has, this day, instituted in this cause.

J. A. JACQUES,  
Attorney for plaintiff.  
Sweetsburg, 25th October, 1910. 4658

Province of Québec, }  
 District of Montréal. } *Cour Supérieure.*  
 No 604.  
 Dame Marie Lesage, des cité et district de Montréal, épouse commune en biens de Pierre Légaré, entrepreneur, du même lieu, dûment autorisée à ester en justice, Demanderesse ;  
 vs  
 Pierre Légaré, du même lieu, Défendeur.  
 Une action en séparation de biens a été intentée, ce jour, contre le défendeur.  
 LARAMEE & DESJARDINS,  
 Procureurs de la demanderesse.  
 Montréal, 27 octobre 1910. 4641.4

Avis est par le présent donné que, conformément à la loi pour venir en aide à certains corps religieux, (Q. 1905, chap. 21), une requête sera présentée au lieutenant-gouverneur en conseil, par "La Congrégation Juive Oheb Sholem", de Québec, demandant l'incorporation en vertu de la dite loi, et que la dite requête sera ainsi présentée le dix-neuvième jour de décembre 1910.

W. EDGE,  
 Procureur des requéants.  
 Québec, 15 novembre 1910. 4767-3

## Avis de Faillites

Province of Québec, }  
 District of Montréal. } *Cour Supérieure.*  
 In re H. G. de Paris, Montréal.  
 Avis est par les présentes donné qu'un premier et dernier bordereau de dividende a été préparé en cette affaire, et sera payable à nos bureaux, le ou après le 20 décembre 1910.  
 Toutes contestations à ce bordereau de dividende devra être déposée entre nos mains avant la date sus-mentionnée.  
 P. J. CHARTRAND,  
 P. L. TURGEON,  
 Curateurs conjoints.  
 Bureau de Chartrand & Turgeon,  
 55, Saint François Xavier, Montréal. 4911

Province of Québec, }  
 District of Ottawa. } *Cour Supérieure.*  
 No 2777.  
 Dans l'affaire de Théophile Ross,  
 Débiteur failli ;  
 et  
 Joseph Grant, Créancier.  
 Avis est par le présent donné que, le 15<sup>e</sup> jour de novembre 1910, le soussigné a été nommé par une ordonnance de la cour, curateur aux biens du failli, qui a fait cession de ses biens pour le bénéfice de ses créanciers.

Les réclamations, attestées sous serment, doivent être déposées entre mes mains sous trente jours de cet avis.

FRANÇOIS MANSEAU,  
 Curateur.  
 Hull, 25 novembre 1910. 4897

Province of Québec, }  
 District of Montréal. } *Cour Supérieure.*  
 Dans l'affaire de C. Bessette, Montréal,  
 Failli.  
 Avis est par le présent donné qu'un premier et dernier bordereau de dividendes a été préparé dans cette affaire, et sera sujet à objection jusqu'au 20<sup>e</sup> jour de décembre 1910, après laquelle date les dividendes seront payables au bureau des soussignés.  
 WILKS & BURNETT,  
 Curateurs conjoints.  
 Bureau de Wilks & Burnett.  
 Montréal, 3 décembre 1910. 4953

Province of Québec, }  
 District of Montréal. } *Superior Court*  
 No. 604.  
 Dame Marie Lesage, of the city and district of Montreal, wife common as to property of Pierre Légaré, contractor, of the same place, duly authorized to ester en justice, Plaintiff ;  
 vs  
 Pierre Légaré, of the same place, Defendant.  
 An action for separation as to property has been, to day, instituted against the defendant.  
 LARAMEE & DESJARDINS,  
 Attorneys for plaintiff.  
 Montréal, 27th October, 1910. 4642

Notice is hereby given that, in accordance with the act entitled : " An act for the relief of certain religious bodies ", (Q. 1905, chap. 21), a petition will be presented to the Lieutenant-Governor in council, by " The Jew Congregation Oheb Sholem ", of Quebec, praying for incorporation under the said act, and that the said petition will be so presented on the nineteenth day of December, 1910.

W. EDGE,  
 Attorneys for petitioner.  
 Quebec, 15th November, 1910. 4768

## Bankrupt Notices

Province of Québec, }  
 District of Montréal. } *Superior Court.*  
 In re H. G. de Paris, Montréal.  
 Notice is hereby given that a first and final dividend has been prepared in this matter, and will be payable at our offices, on or after the 20th December, 1910.  
 Any contestation of said dividend must be deposited with us before the date above mentioned.  
 P. J. CHARTRAND,  
 P. L. TURGEON,  
 Joint curators.  
 Office of Chartrand & Turgeon,  
 55, Saint François Xavier, Montreal. 4912

Province of Québec, }  
 District of Ottawa. } *Superior Court.*  
 No. 2777.  
 In the matter of Théophile Ross,  
 Insolvent debtor ;  
 and  
 Joseph Grant, Creditor.  
 Notice is hereby given that, on the 15th day of November, 1910, by an order of the court, the undersigned was appointed curator to the property of the said insolvent, who has made a judicial abandonment of his property for the benefit of his creditors.  
 Sworn claims must be filed with me within thirty days from this notice.

FRANÇOIS MANSEAU,  
 Curator.  
 Hull, 25th November, 1910. 4898

Province of Québec, }  
 District of Montréal. } *Superior Court.*  
 In the matter of C. Bessette, Montréal,  
 Insolvent.  
 Notice is hereby given that a first and final dividend sheet has been prepared in this matter, which will be open to objection until 20th day of December, 1910, after which date dividends will be payable at the office of the undersigned.  
 WILKS & BURNETT,  
 Joint curators.  
 Office of Wilks & Burnett.  
 Montreal, 3rd December, 1910. 4954

Province de Québec, }  
District d'Ottawa. } *Cour Supérieure.*  
No 2571.

Dans l'affaire de H. N. Albert Kennedy, ci-devant  
de la ville de Buckingham, dit district, commer-  
çant, Failli ;

et  
David Roy, du même lieu, Curateur ;

et  
William S. O'Neil, du même lieu,  
Créancier contestant.

Avis est par les présentes donné qu'un nouveau  
bordereau de dividende a été préparé en cette  
affaire, conformément au jugement rendu par cette  
cour, le 15 novembre courant, sur la dite contesta-  
tion, et sera payable à mon bureau, en la dite ville  
de Buckingham, le 29 décembre 1910, s'il n'y a pas  
alors de nouvelles objections.

DAVID ROY,  
Curateur.

Buckingham, 28 novembre 1910. 4943

Province de Québec, }  
District de Beauharnois. } *Cour Supérieure.*

Dans l'affaire de I. F. Shaker, Valleyfield,  
Failli.

Avis est par le présent donné que, ce jour, par  
ordre de la cour, le soussigné a été nommé curateur  
des biens du dit failli, qui en a fait un abandon  
pour le bénéfice de ses créanciers.

Les réclamations, attestées sous serment, doivent  
être déposées devant moi sous trente jours de cette  
avis.

JOHN McD. HAINS,  
Curateur.

Bâtisse Fraser,  
41, rue Saint-Sacrement.  
Montréal, 30 novembre 1910. 4955

Province de Québec, }  
District de Montréal. } *Cour Supérieure.*

Dans l'affaire de Dame Anésina Sauvé " F Joly &  
Cie ", Failli.

Avis est par les présentes donné qu'un premier  
et dernier bordereau de dividende est préparé et  
sera payable à mon bureau le et après le 19e jour  
de décembre 1910.

ALEXANDRE DESMARTEAU,  
Curateur.

No 60, rue Notre-Dame Est, Montréal.  
Montréal, 28 novembre 1910. 4963

Province de Québec, }  
District de Québec. } *Cour Supérieure.*  
No 182.

Dans l'affaire de Edouard Cauchon, entrepreneur-  
menuisier, du Domaine Lairet, Québec,  
Insolvable.

Avis est par le présent donné qu'en vertu d'un  
ordre de la cour, en date du 30 novembre 1910,  
nous avons été nommés curateurs conjoints aux  
biens du dit failli.

Les réclamations, attestées sous serment, devront  
être produites à notre bureau sous trente jours de  
cette date.

BEDARD & BELANGER,  
Curateurs conjoints.

Bureau : 101, rue Saint-Pierre.  
Québec, 1er décembre 1910. 4969

### En Liquidation

#### EN VERTU DE L'ACTE DES LIQUIDATIONS

Province de Québec, }  
District de Montréal. } *Cour Supérieure.*  
No 81.

In re " The Caledonian Biscuit & Confectionery  
Company Limited ", En liquidation,

et  
Joseph Desautels, Liquidateur.

Province of Quebec, }  
District of Ottawa. } *Superior Court.*  
No. 2571.

In the matter of Albert H. N. Kennedy, hereto-  
fore of the town of Buckingham, said district,  
trader, Insolvent ;

and  
David Roy, of the same place, Curator ;

and  
William S. O'Neil, of the same place,  
Contesting creditor.

Notice is hereby given that a new dividend sheet  
has been prepared in this matter, in conformity  
with the judgment rendered by the said court, on  
the 15th November instant, on the said contesta-  
tion, and will be payable at my office, in the said  
town of Buckingham, on the 29th December, 1910,  
if there be then no new objections.

DAVID ROY,  
Curator.  
Buckingham, 28th November, 1910. 4944

Province of Quebec, }  
District of Beauharnois. } *Superior Court.*

In the matter of I. F. Shaker, Valleyfield,  
Insolvent.

Notice is hereby given that, on this day, by an  
order of the court, the undersigned was appointed  
curator to the property of the said insolvent,  
abandoned by him for the benefit of his creditors.

Sworn claims must be filed with me within thirty  
days from this notice.

JOHN McD. HAINS,  
Curator.

Fraser Building,  
43, Saint Sacrament street.  
Montreal, 30th November, 1910. 1956

Province of Quebec, }  
District of Montreal. } *Superior Court.*

In the matter of Dame Anésina Sauvé " F. Joly &  
Cie. ", Insolvent.

Notice is hereby given that a first and final divid-  
end sheet has been prepared and will be payable at  
my office on and after the 19th day of December,  
1910.

ALEXANDRE DESMARTEAU,  
Curator.

No. 60, Notre-Dame street East, Montreal.  
Montreal, 28th November, 1910. 4964

Province of Quebec, }  
District of Quebec. } *Superior Court.*  
No 182.

In the matter of Edouard Cauchon, contracting  
joiner, of Domaine Lairet, Québec,  
Insolvent.

Notice is hereby given that in virtue of an order  
of the court, dated the 30th November, 1910, we  
have been appointed joint curators to the property  
of the said insolvent.

Sworn claims must be filed at our office within  
thirty days from this date.

BEDARD & BELANGER,  
Joint curators.

Office : 101, Saint Peter street.  
Québec, 1st December, 1910. 4970

### In Liquidation

#### UNDER THE WINDING UP ACT.

Province of Quebec, }  
District of Montreal. } *Superior Court.*  
No. 81.

In re The Caledonian Biscuit & Confectionery Com-  
pany, Limited, In liquidation ;

and  
Joseph Desautels, Liquidator.

Avis est par le présent donné que le liquidateur des biens de la dite compagnie en liquidation a vendu pour le prix de \$3,000.00, et autres conditions, la propriété ci-après décrite à Napoléon Séguin, de Montréal, suivant contrat passé devant Edouard Biron, notaire, à Montréal, le 16 novembre 1910, et qu'une copie de cet acte de vente et le certificat du bureau d'enregistrement, préparé en la manière prescrite pour les certificats requis dans le cas de vente d'immeuble par le shérif, sont déposés entre les mains du dit liquidateur, dont le bureau est situé au No. 14, Place Philippe, en la cité de Montréal.

## DESCRIPTION DU DIT IMMEUBLE.

Un lot de terre situé sur le côté sud-ouest de la rue Christophe Colomb, dans la cité de Montréal, connu et désigné comme étant la subdivision numéro cent vingt cinq du lot numéro huit (8-125), aux plan et livre de renvoi officiel du village Saint-Jean Baptiste, contenant trente pieds de largeur par cent pieds de profondeur, mesure anglaise, et plus ou moins, avec droit de passage en commun avec d'autres dans les ruelles desservant le dit lot de terre, aux charges ordinaires d'entretien, et avec une bâtisse érigée sur le dit lot ci-devant employée comme manufacture, sans comprendre un moteur électrique "drop machine", la roue ou "reel" placée dans le four."

Les personnes qui ont possédé le dit immeuble depuis le 1er avril 1907, sont : Joseph A. Major, de Montréal, Dame Albina Véronneau, épouse séparée de biens de Achille Théodule Riopel et "The Caledonian Biscuit & Confectionery Company Limited."

Cet avis est donné afin que tout créancier de la compagnie en liquidation et toute personne ayant des droits hypothécaires ou immobiliers sur le dit immeuble, puissent offrir une ou plusieurs surenchères, suivant la loi, sur le prix d'achat porté dans l'acte de vente susdit, dans les quinze jours qui suivront la dernière insertion du présent avis dans la "Gazette Officielle," c'est-à-dire entre le 26 décembre 1910, inclusivement, et le 10 janvier 1911, à midi, et dans le but de donner à l'acquéreur un titre clair ayant l'effet du décret.

Daté à Montréal, ce vingt-troisième jour de novembre 1910.

JOSEPH DESAUTELS,

4887-2

Liquidateur.

Notice is hereby given that the liquidator of the property of the said company in liquidation has sold for the sum of \$3,000.00 and other conditions, the property hereinafter described to Napoléon Séguin, of Montreal, in accordance with deed passed before Edouard Biron, notary, at Montreal, on the 16th November, 1910, and that a copy of such deed of sale and the certificate of the registry office prepared in the manner prescribed for certificates required in the case of the sale of an immoveable by the sheriff, are deposited in the hands of the said liquidator, whose office is situate at No. 14, Place Philippe, in the city of Montreal.

## DESCRIPTION OF THE SAID IMMOVEABLE.

A lot of land situate on the south west side by Christophe Colomb street, in the city of Montreal, known and designated as being subdivision number one hundred and twenty five, of lot number eight (8-125), on the official plan and book of reference of the village of Saint Jean Baptiste, containing thirty feet in width by one hundred feet in depth, english measurement, and more or less, with right of way in common with others in the lanes in use for the said lot of land, at the usual charges of maintenance, and with a building erected on the said lot heretofore used as a factory, without including an electric motor "drop machine", the reel placed in the furnace.

The persons who owned the said immoveable since the 1st April, 1907, are : Joseph A. Major, of Montreal, Dame Albina Véronneau, wife separated as to property of Achille Théodule Riopel, and The "Caledonian Biscuit & Confectionery Company, Limited."

This notice is given so that any creditor of the company in liquidation and any person having hypothecary or real rights on the said immoveable, may offer one or more higher bids, according to law, over the purchase price mentioned in the aforesaid deed of sale, within fifteen days following the last insertion of this notice in the "Official Gazette", that is between the 26th December, 1910, inclusively, and the 10th January, 1911, at noon, and for the purpose of giving the purchaser a clear title having the effect of sheriff's sale.

Dated at Montreal, this twenty third day of November, 1910.

JOSEPH DESAUTELS,

4888

Liquidateur.

## Ordres de Cour

Province de Québec. }  
District Québec. }  
No 4238. }  
Onésime Roy, }  
vs }  
A. Proulx & Frère, }  
et }  
A. Légaré et al, }  
Opposants. }

Le vingt-deuxième jour de novembre 1910, sur ordre de l'honorable juge L. J. Cannon, donné ce jour, vu l'allégation de l'insolvabilité des dits A. Proulx & Frère, société commerciale non enregistrée dans ce district et faisant affaires à Thetford Mines, dans le district d'Arthabaska, défendeurs, les créanciers des dits défendeurs, qui n'auraient pas encore produit leurs réclamations, sont maintenant appelés à les produire en cette cause, au bureau du greffier de la cour de circuit pour ce district, à Québec, dans les 15 jours de la date de la première insertion du présent avis, dans la "Gazette Officielle de Québec", conformément aux articles 673 et 674 du code de procédure civile.

(Signé) TIL. DESSAINT,  
Député greffier, C. C.

Vraie copie,  
Choquette, Galipeault, St. Laurent et Laferté,  
Procureurs du demandeur. 4869-2

## Orders of the Court

Province of Quebec, {  
District of Quebec. }  
No 4238. }  
Onésime Roy, }  
vs }  
A. Proulx & Frère, }  
and }  
A. Légaré et al, }  
Opposants. }

The twenty second day of November, 1910, per order of Honorable judge L. J. Cannon, given this day, seeing the allegation of the insolvency of the said A. Proulx & Frère, commercial partnership not registered in this district and doing business at Thetford Mines, in the district of Arthabaska, defendants, the creditors of the said defendants who have not yet filed their claims are now required to file them in this case, at the office of the clerk of the circuit court for this district, at Quebec, within 15 days from the date of the first insertion of the present notice, in the "Quebec official Gazette", in conformity with articles 673 and 674 of the code of civil procedure.

(Signed) TIL. DESSAINT,  
Deputy clerk, C. C.

A true copy,  
Choquette, Galipeault, St. Laurent & Laferté,  
Attorneys for plaintiff. 4870

Province de Québec, }  
 District de Montréal. } *Cour Supérieure*  
 No 3839

Le 22e jour de novembre 1910.

Présent : L'honorable juge Bruneau.

J. E. McComber & E. R. Cummings, marchands,  
 des cité et district de Montréal, et y faisant  
 affaires comme tels en société sous la raison  
 sociale de "McComber & Cummings",  
 Demandeurs ;

vs

J. Miller & H. M. Macler, du même lieu, et ci-  
 devant faisant affaires en société, sous la raison  
 sociale de "The Fashionable Fur Company",  
 Défendeurs ;

et

J. L. Sabbath, bijoutier, du même lieu, et y fai-  
 sant affaires comme tel sous la raison sociale de  
 "J. L. Sabbath & Co.",  
 Opposant.

Il est ordonné aux créanciers de filer leurs récla-  
 mations dans les 15 jours de la date de la pre-  
 mière insertion.

J. B. A. TISON,  
 Député protonotaire.

M. M. SPERBE,  
 Avocat pour demandeur.  
 Montréal, 22 novembre 1910. 4839-2

### Ventes par le Shérif—Arthabaska

**VIS PUBLIC** est par le présent donné que les  
**TERRES** et **HERITAGES** sous-mentionnés  
 ont été saisis et seront vendus aux temps et lieu  
 respectifs tel que mentionné plus bas.

**FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.**

*Cour Supérieure.—District d'Arthabaska.*

Arthabaska, à savoir : } **P. CREPEAU**, avo-  
 No 486. } **L. cat, C. R. ET AL. ES-**  
**QUALITÉ** d'exécuteurs testamentaire de feu Eug.  
 Crépeau, en son vivant avocat, C. R., Deman-  
 deurs ; contre **LES HERITIERS** de feu Pierre  
 Marceau, Défendeurs.

Un emplacement situé dans la ville de Victoriaville,  
 contenant 90 pieds de front sur cent pieds de  
 profondeur, faisant partie du lot de terre connu et  
 désigné sur les plan et livre de renvoi officiels pour  
 la paroisse de Sainte-Victoire, sous le numéro  
 quatre cent quatorze (414)—avec bâtisses dessus con-  
 struites ; borné en front au sud-ouest à une rue, au  
 sud-est partie à Dame Senevé Héon et partie à  
 M. Letarte, au nord-est et nord-ouest à Dame veuve  
 Senevé Héon.

Sujet au paiement d'une rente foncière annuelle  
 de seize piastres à Dame veuve L. S. Héon.

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale  
 de Sainte-Victoire, le **QUATRIEME** jour de **JAN-**  
**VIER** prochain (1911), à **DIX** heures de l'avant-  
 midi.

P. L. TOUSIGNANT,

Bureau du shérif, Shérif.  
 Arthabaska, 30 novembre 1910. 4975  
 [Première publication, 3 décembre 1910].

**MANDAT DU LIQUIDATEUR.**

*Cour Supérieure.—District de Richelieu.*

Arthabaska, à savoir : } **A "COMPAGNIE IN-**  
 No 5163. } **DUSTRIELLE DE**  
**SAINT-BONAVENTURE**", corps politique et  
 incorporé, insolvable ; et **JOS. DESROSIERS**,  
 liquidateur.

1° Une portion de terre sise et située en la  
 paroisse de Saint-Majorique, dans le premier rang,  
 étant les abouts du lot numéro 22, ancienne divi-  
 sion, contenant cent acres de terre en superficie,  
 plus ou moins, maintenant connue et désignée aux  
 plan et livre de renvoi officiels du cadastre pour le  
 canton de Grantham, sous les numéros cinquante-  
 deux et cinquante-six (52 et 56), en bois debout.

Province of Quebec, }  
 District of Montreal. } *Superior Court*  
 No. 3839.

On this 22nd day of November, 1910.

Present: The Honorable Mr. justice Bruneau.

J. E. McComber & E. R. Cummings, merchants,  
 of the city and district of Montreal, and there  
 doing business as such in partnership under the  
 firm, name and style of McComber & Cummings,  
 Plaintiffs

vs

J. Miller & H. M. Macler, of the same place, and  
 heretofore carrying on in partnership under the  
 firm, name and style of "The Fashionable Fur  
 Company",  
 Defendants ;

and

J. L. Sabbath, jeweller, of the same place, and  
 there doing business as such under the firm, name  
 and style of J. L. Sabbath & Co.,  
 Opposant.

The creditors are ordered to file their claims  
 within 15 days from the date of the first insertion.

J. B. A. TISON,  
 Deputy protonotary.

M. M. SPERBE,  
 Attorney for plaintiffs.  
 Montreal, 22nd November, 1910. 4840

### Sheriff's Sales—Arthabaska

**PUBLIC NOTICE** is hereby given that the un-  
 dermentioned **LANDS** and **TENEMENTS** have  
 been seized, and will be sold at the respective time  
 and places mentioned below.

**FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.**

*Superior Court.—District of Arthabaska.*

Arthabaska, to wit : } **P. CREPEAU**, avo-  
 No. 486. } **L. cate, K. C. ET AL.**  
**ES-QUALITÉ** of testamentary executors of the late  
 Eug. Crepeau, in his lifetime advocate, K. C.,  
 Plaintiffs ; against **THE HEIRS** of the late Pierre  
 Marceau, Defendants.

An emplacement in the town of Victoriaville,  
 containing 90 feet in front by 100 feet in depth,  
 being part of lot of land known and described on  
 the official plan and book of reference for the parish  
 of Sainte Victoire, under number four hundred and  
 fourteen (414)—with the buildings thereon erected ;  
 bounded in front south westerly to a street, south  
 easterly partly by Mrs. Senevé Héon and partly by  
 Mr. Letarte, north easterly and north westerly by  
 Dame widow Senevé Héon.

Subject to the payment of an annual land rent  
 of sixteen dollars to Dame widow L. S. Héon.

To be sold at the parochial church door of Sainte  
 Victoire, on the **FOURTH** day of **JANUARY** next  
 (1911), at **TEN** o'clock in the forenoon.

P. L. TOUSIGNANT,

Sheriff's office, Shérif.  
 Arthabaska, 30th November, 1910. 5976  
 [First published, 3rd December, 1910].

**LIQUIDATOR'S WARRANT.**

*Superior Court.—District of Richelieu.*

Arthabaska, to wit : } **THE "COMPAGNIE IN-**  
 No. 5163. } **DUSTRIELLE DE**  
**SAINT BONAVENTURE**", a body corporate and  
 politic, insolvent, and **JOS. DESROSIERS**, liqui-  
 dator.

1. A certain piece of land lying and being in the  
 parish of Saint Majorique, in the first range, being  
 the abouts of lot number 22, old division, con-  
 taining one hundred acres of land in superficies,  
 more or less, now known and described on the  
 official plan and book of reference for the town-  
 ship of Grantham, under numbers fifty two and  
 fifty six (52 and 56), timber lot.

2° Une autre portion de terre sise et située dans le deuxième rang, contenant deux cents acres de terre en superficie, plus ou moins, étant le lot No 28, ancienne division—maintenant connue et désignée aux plan et livre de renvoi officiels pour le canton de Grantham, sous le numéro soixante-neuf (69), en bois debout.

Pour être vendues à la porte de l'église paroissiale de Saint-Majorique, le DIX-NEUVIÈME jour de DECEMBRE 1910, à TROIS heures de l'après-midi.

P. L. TOUSIGNANT,  
Bureau du shérif, Shérif.  
Arthabaska, 8 novembre 1910. 4693-2  
[Première publication, 12 novembre 1910.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.  
*Cour Supérieure.—District d'Arthabaska.*  
Arthabaska, à savoir : } JOSEPH LAFERTE,  
No 189. } Demandeur ; contre  
CYRILLE FORCIER, Défendeur.

Une terre située dans le canton de Grantham, portant les numéros neuf cent quatre-vingt-quinze et neuf cent quatre-vingt-seize (995 et 996), du cadastre officiel du dit canton—circonstances et dépendances.

Pour être vendue à la porte de l'église paroissiale de Saint-Germain de Grantham, le DIX-NEUVIÈME jour de DECEMBRE prochain, 1910, à DIX heures de l'avant-midi.

P. L. TOUSIGNANT,  
Bureau du shérif, Shérif.  
Arthabaska, 9 novembre 1910. 4709-2  
[Première publication, 12 novembre 1910.]

### Ventes par le Shérif—Chicoutimi

**A** VIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que plus bas mentionné.

FIERI FACIAS.  
Chicoutimi, à savoir : } ASSELIN DÉCHÈNE  
No 3335. } & CIE., Demandeurs ;  
contre REUL GAGNÉ ET AL, Défendeurs.

1° Le lot numéro six, du cadastre du septième rang du canton Labarre, de cent acres environ—avec bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances.

2° Une terre située dans la paroisse de Saint-Bruno, faisant la partie nord-ouest du lot numéro cinq, du cadastre du septième rang du canton Labarre, de quarante-cinq acres, plus ou moins, en superficie, comprise dans les limites suivantes : en front vers l'ouest au sixième rang, en arrière vers l'est à la partie est du même lot, au ruisseau qui se trouve à une distance d'environ cinq arpents du fronteau est divisant le septième rang du huitième rang du même canton, au sud à la demi-sud en largeur du lot numéro cinq, et au nord au lot numéro six—avec bâtisses dessus construites et dépendances.

Pour être vendus à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Bruno, le TREIZIÈME jour de DECEMBRE prochain, à UNE heure de l'après-midi.

EDM. SAVARD,  
Bureau du Shérif, Shérif.  
Chicoutimi, 7 novembre 1910. 4647-2  
[Première publication, 12 novembre 1910.]

FIERI FACIAS.  
Chicoutimi, à savoir : } A. GARON, Deman-  
No 3277. } deur ; contre JOSEPH  
LAROUCHE, Défendeur.

Les lots de terre connus et désignés sous les numéros cinq A et quatre B (5a-4b), du cadastre officiel pour le deuxième rang ouest du canton Labarre,

2. Another piece of land lying in the second range, containing two hundred acres of land in superficies, more or less, being lot No. 28,—old division, now known and described on the official plan and book of reference for the township of Grantham, under number sixty nine (69), timber lot.

To be sold at the parochial church door of Saint Majorique, in the NINETEENTH day of DECEMBER next, 1910, at THREE o'clock in the afternoon.

P. L. TOUSIGNANT,  
Sheriff's Office, Sheriff.  
Arthabaska, 8th November, 1910. 4694  
First published, 12th November, 1910.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.  
*Superior Court.—District of Arthabaska.*  
Arthabaska, to wit : } JOSEPH LAFERTE,  
No. 189. } Plaintiff ; against  
CYRILLE FORCIER, Defendant.

A farm in the township of Grantham, bearing numbers nine hundred and ninety five and nine hundred and ninety six (995 and 996), of official cadastre for said township—circumstances and dependencies.

To be sold at the parochial church door of Saint Germain of Grantham, on the NINETEENTH day of DECEMBER next, at TEN o'clock in the forenoon.

P. L. TOUSSIGNANT,  
Sheriff's office, Sheriff.  
Arthabaska, 9th November, 1910. 4710  
[First published, 12th November, 1910].

### Sheriff's Sales—Chicoutimi

**P**UBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

FIERI FACIAS.  
Chicoutimi, to wit : } ASSELIN DÉCHÈNE &  
No. 3335. } CIE., Plaintiffs ; against  
REUL GAGNÉ ET AL, Defendants.

1. Lot number six, of the cadastre of the seventh range of the township Labarre, of about one hundred acres—with buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

2. A farm situate in the parish of Saint Bruno, forming the north west part of lot number five, of the cadastre of the seventh range of the township Labarre, of forty five acres in superficies, more or less, comprised within the following limits : in front towards the west by the sixth range, in the rear towards the east by the eastern part of the same lot, by the stream which is at the distance of about five arpents from the eastern fronteau dividing the seventh from the eighth range of the same township, on the south by the southerly half in width of lot number five, and on the north by lot number six—with buildings thereon erected and dependencies.

To be sold at the church door of the parish of Saint Bruno, on the THIRTEENTH day of DECEMBER next, at ONE o'clock in the afternoon.

ED. SAVARD,  
Sheriff's office, Sheriff.  
Chicoutimi, 7th November, 1910. 4648  
[First published, 12th November, 1910.]

FIERI FACIAS.  
Chicoutimi, to wit : } A. GARON, Plaintiff ;  
No. 3277. } against JOSEPH LA-  
ROUCHE, Defendant.

The lots of land known and designated under numbers five A and four B (5 A and 4 B), of the official cadastre for the second western range of the

dans le comté du Lac Saint-Jean—avec les bâtisses dessus construites et dépendances.

Pour être vendus à la porte de l'église de la paroisse de Hébertville Station, le TREIZIEME jour de DECEMBRE prochain, à DIX heures de l'avant-midi.

EDM. SAVARD,

Bureau du shérif,  
Chicoutimi, 7 novembre 1910. Shérif.  
4649-2  
[Première publication, 12 novembre 1910.]

FIERI FACIAS.

Chicoutimi, à savoir : } JOSEPH PAGÉ, Deman-  
No. 3316. } deur ; contre E. A. D.  
MORGAN, Défendeur.

A. Une terre formant le lot No 94, du cadastre officiel du village de Saint-Alexis de la Grande Baie, et formant partie du lot numéro 66, du cadastre officiel de la paroisse de Saint-Alexis de la Grande Baie ; borné le dit terrain en front ou à l'ouest par le Barachois, au sud-ouest par le terrain de Johnny Savard ; au nord à une ligne partant d'un point situé à trente-deux pieds au sud du pont et au bord de la rivière qu'il y a au fond du Barachois, lorsque la mer est basse, et se dirigeant la dite ligne en arrière dans une direction sud-est à peu près, jusqu'à un point situé à cent quatre-vingt-trois pieds du point de départ, et à cent treize pieds au sud sud-ouest du chemin du cimetière ; à l'est par une ligne partant du point d'arrivée de la précédente, et se dirigeant droite dans une direction sud sud-ouest à peu près, jusqu'au terrain de Johnny Savard ; le point situé à quatre cent soixante pieds du point de départ de cette ligne se trouve éloigné de 165 pieds de la rivière qu'il y a au fond du Barachois, lorsque la mer est basse, la mesure se prenant de ce point et en gagnant la rivière de l'est à l'ouest—avec ensemble toutes les bâtisses dessus érigées et toutes dépendances.

B. Un autre terrain formant aussi partie du lot No 66, du cadastre officiel de la paroisse de Saint-Alexis, de vingt-six pieds de longueur, et est borné au nord par le terrain du cimetière, à l'ouest par une ligne parallèle à la rivière qu'il y a au fond du Barachois lorsque la mer est basse à quarante-cinq pieds de distance du bord de la dite rivière ; à l'est par une ligne parallèle à la ligne droite passant à vingt-six pieds et demi de la dite ligne ouest, et au sud par le terrain ci-dessus décrit.

C. Un autre terrain formant partie du même lot cadastral ; borné au nord par une ligne partant du point situé à 460 pieds du point de départ de la ligne plus haut décrite, bornant le terrain en premier lieu décrit à l'est, et se dirigeant de là à (la ligne bornant au nord le terrain ci-dessus décrit) en suivant une direction de l'ouest à l'est jusqu'à un point situé à 165 pieds du point de départ (de cette dernière ligne), à l'est par une ligne partant du point d'arrivée de la précédente (celle de 165 pieds) et gagnant le sud jusqu'à une distance de 60 pieds ; au sud par une ligne partant de là et gagnant l'ouest jusqu'à 70 pieds, et de là gagnant le sud-ouest jusqu'au point de rencontre de la ligne de Johnny Savard.

D. Un terrain formant partie du lot No 65, du cadastre officiel de la paroisse de Saint-Alexis de la Grande Baie ; et borné en front au Barachois, en arrière par le chemin public, d'un côté au sud par le pont, et au nord par le prolongement vers le nord-ouest de la ligne nord-est de l'emplacement que Joseph Pagé possède du côté sud-est du chemin. Avec toutes les machineries installées dans le moulin érigé sur le terrain sus-décrit ou en dépendant, et comprenant spécialement tous les accessoires et machineries et outils, actuellement sur le terrain sus-décrit et dans les bâtisses y érigées et pouvant servir à son exploitation.

township Labarre, in the county of Lake Saint John—with the buildings thereon erected and dependencies.

To be sold at the church door of the parish Hébertville Station, on the THIRTEENTH day of DECEMBER next, at TEN o'clock in the forenoon.

EDM. SAVARD,

Sheriff's office,  
Chicoutimi, 7th November, 1910. Sheriff.  
4650  
[First published, 12th November, 1910.]

FIERI FACIAS.

Chicoutimi, to wit : } JOSEPH PAGÉ, Plaintiff ;  
No. 3316. } against E. A. D. MOR-  
GAN, Defendant.

A. A land forming lot No. 94, of the official cadastre of the village of Saint Alexis de la Grande Baie, and forming part of lot number 66, of the official cadastre of the parish of Saint Alexis de la Grande Baie ; the said land being bounded in front or to the west by the Barachois, on the south west by the land of Johnny Savard, on the north by a line starting from a point situate thirty two feet to the south of the bridge and on the edge of the river there is at the head of the Barachois, when the tide is low, and the said line running in the rear in a south east direction about, as far as a point situate one hundred and eighty three feet from the point of departure, and one hundred and thirteen feet to the south south west of the cemetery road, on the east by a line starting from the point of arrival of the preceding and running straight in a south south west direction about, as far as the land of Johnny Savard ; the point situate at four hundred and sixty feet from the point of departure, the said line is 165 feet away from the river there is at the head of the Barachois, when the tide is low, the measurement being taken from the said point and on going towards the river from east to west—together with all the buildings thereon erected and all dependencies.

B. Another land forming also part of lot No. 66, of the official cadastre of the parish of Saint Alexis, of twenty six feet and a half in width by about thirty eight feet in length ; and is bounded on the north by the land of the cemetery, on the west by a parallel line with the river there is at the head of the Barachois, when the tide is low at the distance of forty five feet from the edge of the said river, on the east by a parallel line with the right line and running twenty six and a half feet from the said western line, and on the south by the land hereabove described.

C. Another land forming part of the same cadastral lot ; bounded on the north by a line starting from the point situate at 460 feet from the point of departure of the line above described, bounding the land firstly described on the east, and running thence (the line bounding on the north the land hereabove described) following a direction from west to east as far as a point situate at 165 feet from the point of departure (from this latter line) ; on the east by a line starting from the point of arrival of the preceding (that of 165 feet) and going towards the south for a distance of 60 feet, on the south by a line starting thence and going towards the west for 70 feet, and thence extending towards the south west as far as the point of meeting of the line of Johnny Savard.

D. A land forming part of lot No. 65, of the official cadastre of the parish of Saint Alexis de la Grande Baie ; and bounded in front by the Barachois, in the rear by the public road, on one side to the south by the bridge, and on the north by the prolongation towards the north west of the north east line of the emplacement owned by Joseph Pagé on the south side of the road. With all the machinery installed in the mill erected on the land hereabove described or depending thereon, and comprising especially all the accessories, machinery and tools, presently on the land hereabove described and in the buildings thereon erected and usefull in its operation.

Pour être vendus à la porte de l'église de Saint-Alexis de la Grande Baie, le QUINZIEME jour de DECEMBRE prochain, à DEUX heures de l'après-midi.

EDM. SAVARD,

Bureau du shérif, Shérif.  
Chicoutimi, 7 novembre 1910. 4711-2  
[Première publication, 12 novembre 1910.]

### Ventes par le Shérif—Iberville

**A** VIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

*Cour Supérieure.—District d'Iberville.*

Saint-Jean, à savoir : } WILLIAM McNULTY,  
No 24. } Demandeur ; contre  
ANTOINE GOYETTE ET AL, Défendeurs.

Comme appartenant à L. P. Fournier, l'un des dits défendeurs :

Une terre sise et située au côté nord-est du rang de la Grande Ligne, en la paroisse de Saint-Alexandre, dans le district d'Iberville, connue et désignée aux plan et livre de renvoi officiels de la dite paroisse, sous le numéro cent trente-sept (No 137)—avec une maison et autres bâtisses y érigées.

Pour être vendue à la porte de l'église paroissiale de la dite paroisse de Saint-Alexandre, le TROISIEME jour de JANVIER prochain, à ONZE heures de l'avant-midi.

LOUIS MAYRAND,

Bureau du shérif, Shérif.  
Saint-Jean, 28 novembre 1910. 4913  
[Première publication, 3 décembre 1910].

### Ventes par le Sherif—Kamouraska

**A** VIS PUBLIC est par le présent donné que le TERRES et HERITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

*Cour Supérieure.*

Fraserville, à savoir : } WILFRID ADELARD  
No 4523. } POTVIN, Deman-  
deur ; contre MICHEL FRANCCEUR, ET AL, Dé-  
fendeurs.

1° Un emplacement situé du côté nord-est de la Rivière-du-Loup, sur la rue Taché, en la ville de Fraserville, étant les numéros quarante-trois, quarante-quatre et quarante-cinq (43, 44 et 45), du cadastre officiel de la dite ville—avec une maison, une grange et autres bâtisses, circonstances et dépendances ; les dits lots à charge d'une rente annuelle seigneuriale.

2° Un emplacement situé en le deuxième rang de la paroisse de Saint-Patrice de la Rivière du Loup, faisant partie du lot numéro neuf cent trente-sept (p. 937), du cadastre officiel de la dite paroisse ; borné au sud au chemin public, au nord aux représentants de feu J. B. Taché, au nord-est à J. A. Foisy, et au sud-ouest aux représentants d'Octave Blier—avec bâtisses, dessus construites, et à charge d'une rente constituée de cinq piastres, payable à Eusèbe Bérubé, le premier de mai de chaque année.

Pour être vendus en deux lots au bureau du

To be sold at the church door of Saint Alexis de la Grande Baie, on the FIFTEENTH day of DECEMBER next, at TWO o'clock in the afternoon.

EDM. SAVARD,

Sheriff's Office, Shérif.  
Chicoutimi, 7th November, 1910. 4712.  
[First published, 12th November, 1910.]

### Sheriff's Sales—Iberville

**P**UBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

*Superior Court.—District of Iberville.*

Saint Johns, to wit : } WILLIAM McNULTY,  
No. 24. } Plaintiff ; against AN-  
TOINE GOYETTE ET AL. Defendants.

As belonging to L. P. Fournier, one of the said defendants :

A farm lying and situate on the north east side of the Grand Line range, in the parish of Saint Alexander, in the district of Iberville, known and designated on the official plan and book of reference of the said parish, under the number one hundred and thirty seven (No. 137)—with a house and other buildings thereon erected.

To be sold at the parochial church door of the said parish of Saint Alexander, on the THIRD day of JANUARY next, at ELEVEN of the clock in the forenoon.

LOUIS MAYRAND,

Sheriff's Office, Shérif.  
Saint Johns, 28th November, 1910. 4914  
[First published, 3rd December, 1910.]

### Sheriff's Sales—Kamouraska

**P**UBLIC NOTICE is hereby given that the under mentioned LANDS and TENEMENTS has been seized, and will be sold at the respective time and place mentioned below.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

*Superior Court.*

Fraserville, to wit : } WILFRID ADELARD  
No. 4523. } POTVIN, Plaintiff ;  
against MICHEL FRANCCEUR ET AL, Defend-  
ants.

1. An emplacement situate on the north east side of Rivière du Loup, on Taché street, in the town of Fraserville, being numbers forty-three, forty-four and forty-five (43, 44 and 45), of the official cadastre of the said town—with a house, barn and other buildings, circumstances and dependencies ; the said lot, being subject to the charge of a yearly seigniorial rent.

2. An emplacement situate in the second range of the parish of Saint Patrice de la Rivière du Loup, forming part of lot number nine hundred and thirty seven (p. 937), of the official cadastre of the said parish ; bounded on the south by the public road, on the north by the representatives of the late J. B. Taché, on the north east by J. A. Foisy, and on the south west by the representatives of Octave Blier—with buildings thereon erected, and subject to the charge of a constituted rent of five dollars, payable to Eusèbe Bérubé, on the first of May of every year.

To be sold in two lots at the sheriff's office, at

shérif, à Fraserville, le QUATRIEME jour de JANVIER 1911, à DIX heures de l'avant-midi.

P. EUG. MARTIN,

Bureau du shérif, Shérif.  
Fraserville, 30 novembre 1910. 4977  
[Première publication, 3 décembre, 1910]

**FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.**  
*Cour Supérieure.—District de Kamouraska.*

Fraserville, à savoir : } **JOSEPH CAMILLE**  
No 3396. } **POULIOT ET AL.** Dem-  
mandeurs; contre **SILAS W. TEED**, Défendeur.

1° Un emplacement situé dans la paroisse de Saint-Louis du Ha! Ha!, à l'endroit appelé "Cabano", touchant en front au vieux chemin de Témiscouata, d'un côté au nord-ouest à William Bérubé, de l'autre et en arrière aux représentants de révérend A. P. Bérubé, formant le dit emplacement partie du lot numéro dix (10), du cadastre officiel de la dite paroisse.

2° Un emplacement borné au nord-est au Lac Témiscouata, au nord-ouest partie au lot ci-dessus désigné et partie à William Bérubé, au sud-ouest au vieux chemin du Lac Témiscouata, et au sud-est aux représentants de révérend A. P. Bérubé, faisant le dit immeuble partie du lot numéro dix (10), du cadastre susdit—avec les bâtisses construites sur ces dix deux emplacements, circonstances et dépendances.

Pour être vendus en un seul lot, à la porte de l'église de Saint-Mathias de Cabano, le TREIZIEME jour de DECEMBRE 1910, à ONZE heures de l'avant-midi.

P. EUG. MARTIN,

Bureau du Shérif, Shérif.  
Fraserville, 9 novembre 1910. 4721.2  
[Première publication, 12 novembre 1910.]

### Ventes par le Shérif—Montmagny

**A VIS PUBLIC** est par le présent donné que les **TERRES** et **HERITAGES** sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que plus bas mentionné.

**FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.**

*Cour Supérieure—Kamouraska.*

Montmagny, à savoir : } **WILFRID ADE-**  
No 4523. } **LARD POTVIN**,  
avocat, de la cité de Fraserville, Demandeur; contre **MICHEL FRANÇEUR** et **LOUIS PHILIPPE FRANÇEUR**, de Saint Roch des Aulnaies, Défendeurs.

Un terrain situé au premier rang de la paroisse de Saint-Roch des Aulnaies, "de figure irrégulière"; tenant au sud-ouest au chemin du premier rang, à l'est à Dme Narcisse Pelletier, au sud à Dlle Clara Lizotte, au nord à un ruisseau, connu et désigné comme faisant partie du numéro cent quarante-trois, du cadastre officiel de la paroisse de Saint-Roch des Aulnaies, "(le dit terrain sujet à bail payable au curé de Saint-Roch comme curé)"—avec les bâtisses dessus construites—circonstances et dépendances.

Pour être vendu à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Roch des Aulnaies, le QUATORZIEME jour de DECEMBRE prochain, 1910, à DIX heures de l'avant-midi.

GEO. ROY,

Bureau du shérif, Shérif.  
Montmagny, 9 novembre 1910. 4713-2  
[Première publication, 12 novembre 1910]

Fraserville, on the FOURTH day of JANUARY, 1911, at TEN o'clock in the forenoon.

P. EUG. MARTIN,

Sheriff's Office, Sheriff.  
Fraserville, 30th November, 1910. 4978  
[First published, 3rd December, 1910.]

**FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.**  
*Superior Court.—District of Kamouraska.*

Fraserville, to wit : } **JOSEPH CAMILLE** **POU-**  
No. 3396. } **LIOT ET AL.** Plaintiffs ;  
against **SILAS W. TEED**, Defendant.

1. An emplacement situate in the parish of Saint Louis du Ha! Ha! at the place called "Cabano", adjoining in front the old Témiscouata road, on one side to the north west William Bérubé, on the other and in the rear the representatives of reverend A. P. Bérubé; the said emplacement forming part of lot number ten (10), of the official cadastre of the said parish.

2. An emplacement bounded on the north east by Lake Témiscouata, on the north west partly by the lot hereabove described and partly by William Bérubé, on the south west by the old Lake Témiscouata road, and on the south east by the representatives of reverend A. P. Bérubé; the said immoveable forming part of lot number ten (10), of the aforesaid cadastre—with the buildings erected on the said two emplacements, circumstances and dependencies.

To be sold in one lot, at the church door of Saint Mathias de Cabano, on the THIRTEENTH day of DECEMBER next, 1910, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

P. EUG. MARTIN,

Sheriff's office, Sheriff.  
Fraserville, 9th November, 1910. 4722  
[First published, 12th November, 1910.]

### Sheriff's Sales—Montmagny

**PUBLIC NOTICE** is hereby given that the undermentioned **LANDS** and **TENEMENTS** have been seized, and will be sold at the respective time and place mentioned below.

**FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.**

*Superior Court.—Kamouraska.*

Montmagny, to wit : } **WILFRID ADELARD**  
No. 4523. } **POTVIN**, advocate of  
the city of Fraserville, Plaintiff; against **MICHEL FRANÇEUR** and **LOUIS PHILIPPE FRANÇEUR**, of Saint Roch des Aulnaies, Defendants.

A lot of land situate in the first range of the parish of Saint Roch des Aulnaies, of irregular outline; bounded on the south west by the road of the first range, on the east by Dme Narcisse Pelletier, on the south by Dlle. Clara Lizotte, on the north by a stream, known and designated as forming part of number one hundred and forty three, of the official cadastre of the parish of Saint Roch des Aulnaies, (the said lot of land being subject to a lease payable to the curé of Saint Roch as curé)—with the buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

To be sold at the church door of the parish of Saint Roch des Aulnaies, on the FOURTEENTH day of DECEMBER next, 1910, at TEN o'clock in the forenoon.

GEO. ROY,

Sheriff's office, Sheriff.  
Montmagny, 9th November, 1910. 4714  
[First published, 12th November, 1910.]

## Ventes par le Shérif—Montréal

**VIS PUBLIC** est par le présent donné que les **TERRES** et **HERITAGES** sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

**FIERI FACIAS DE TERRIS.**

*Cour de Circuit.—District de Montréal.*

Montréal, à savoir : } **L A COMPAGNIE DE CONSTRUCTION DU SAINT-LAURENT, LIMITÉE, Demanderesse ; vs NAPOLEON ALEXIS LAVOIE, Défendeur.**

Une maison en bois—avec dépendances érigées sur le lot numéro cent trente et un (No 131), de la subdivision du lot originaire numéro vingt et un (No 21), des plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de la Longue Pointe, ayant front sur la troisième avenue du quartier Longue Pointe, de la cité de Montréal.

Pour être vendue à mon bureau, en la cité de Montréal, le **QUINZIEME** jour de **DECEMBRE** prochain, à **DIX** heures de l'avant-midi.

**L. J. LEMIEUX,**

Bureau du shérif. Shérif.  
Montréal, 2 novembre 1910. 4645-2  
[Première publication, 12 novembre 1910.]

**FIERI FACIAS DE TERRIS.**

*Cour Supérieure.—District de Montréal.*

Montréal, à savoir : } **VALERIE VIAU, Demandeur ; contre LUCIEN GERMAIN, Défendeur.**

Un terrain composé de deux lots de terre ; borné en front par la rue Joseph, dans la ville de Verdun, connu et désigné sous les numéros quatre cent vingt-six et quatre cent vingt-sept, de la subdivision officielle du lot numéro trois mille quatre cent cinq, aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Montréal, mesurant les dits lots chacun vingt-cinq pieds de front par cent douze pieds de profondeur, mesure anglaise, plus ou moins—avec bâtisses dessus érigées.

Pour être vendu à mon bureau, en la cité de Montréal, le **QUINZIEME** jour de **DECEMBRE** prochain, à **ONZE** heures de l'avant-midi.

**L. J. LEMIEUX,**

Bureau du shérif. Shérif.  
Montréal, 9 novembre 1910. 4725 2  
[Première publication, 12 novembre 1910.]

## Ventes par le Shérif—Pontiac

**AVIS PUBLIC** est par le présent donné que les **TERRES** et **HERITAGES** sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

**FIERI FACIAS DE TERRIS**

*Dans la Cour de Magistrat à Shawville.*

Province de Québec, } **JOHNSON GRAHAM, Demandeur ; contre WILLIAM HENDERSON, en sa qualité de curateur, dûment nommé au biens de James J. Graham, Défendeur, à savoir :**

La moitié ouest du lot No 1 (1 B, No de cadastre), dans le 7e rang du canton de Clarendon, conformément aux plan et livre de renvoi officiels du canton de Clarendon, contenant cent acres de terre, plus ou moins—avec toutes les améliorations.

Pour être vendue au bureau d'enregistrement,

## Sheriff's Sales—Montreal

**PUBLIC NOTICE** is hereby given that the undermentioned **LANDS** and **TENEMENTS** have been seized, and will be sold at the respective time and places mentioned below

**FIERI FACIAS DE TERRIS.**

*Circuit Court.—District of Montreal.*

Montreal, to wit : } **L A COMPAGNIE DE CONSTRUCTION DU SAINT-LAURENT, LIMITÉE, Plaintiff ; vs NAPOLEON ALEXIS LAVOIE, Defendant.**

A wooden house—with dependencies erected on lot number one hundred and thirty one (No. 131), of the subdivision of primitive lot number twenty one (No. 21), on the official plan and book of reference of the parish of Longue Pointe, fronting on the third avenue of Longue Pointe ward, of the city of Montreal.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the **FIFTEENTH** day of **DECEMBER** next, at **TEN** o'clock in the forenoon.

**L. J. LEMIEUX,**

Sheriff's office, Shérif.  
Montreal, 2nd November, 1910. 4645  
[First published, 12th November, 1910.]

**FIERI FACIAS DE TERRIS.**

*Superior Court.—District of Montreal.*

Montreal, to wit : } **VALERIE VIAU, Plaintiff ; against LUCIEN GERMAIN, Defendant.**

A piece of land composed of two lots ; bounded in front by Joseph street, in the town of Verdun, known and designated under numbers four hundred and twenty six and four hundred and twenty seven, of the official subdivision of lot number three thousand four hundred and five, on the official plan and book of reference of the parish of Montreal ; the said lots measuring each twenty five feet in front by one hundred and twelve feet in depth, english measure, more or less—with buildings thereon erected.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the **FIFTEENTH** day of **DECEMBER** next, at **ELEVEN** o'clock in the forenoon.

**L. J. LEMIEUX,**

Sheriff's office, Shérif.  
Montreal, 9th November, 1910. 4726  
[First published, 12th November, 1910.]

## Sheriff's Sales—Pontiac

**PUBLIC NOTICE** is hereby given that the undermentioned **LANDS** and **TENEMENTS** have been seized, and will be sold at the respective time and place mentioned below.

**FIERI FACIAS DE TERRIS.**

*In the Magistrates Court at Shawville.*

Province of Québec, } **JOHNSON GRAHAM, Plaintiff ; against WILLIAM HENDERSON, in his quality of curator, duly appointed to the person and property of James J. Graham, Defendant, to wit :**

The west half of lot No 1 (1 B, cadastral No.), in the 7th range of the township of Clarendon, according to the official plan and book of reference for the township of Clarendon, containing one hundred acres of land, more or less—with all the improvement thereon.

To be sold at the registered office, in the village of

dans le village de Bryson, le TREIZIEME jour de DECEMBRE 1910, à DIX heures de l'avant-midi.

SIMON McNALLY,  
Bureau du shérif, Shérif.  
Bryson, 7 novembre 1910. 4687.2  
[Première publication, 12 novembre 1910.]

Bryson, on the THIRTEEN day of DECEMBER, 1910, at TEN of the clock in the forenoon.

SIMON McNALLY,  
Sheriff's Office, Sheriff.  
Bryson, 7th November, 1910. 4688  
[First published, 12th November, 1910.]

### Ventes par le Shérif—Québec

**A** VIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tels que mentionnés plus bas.

FIERI FACIAS  
Québec, à savoir : } LOUIS-ZEPHIRIN JON-  
No 2295. } CAS ; contre ADJ. DUS  
SAULT, à savoir :

Le lot No 3095, (trois mille quatre-vingt-quinze,) du cadastre officiel pour le quartier Saint-Jean, de la cité de Québec, étant un terrain situé sur la rue Saint-Jean—avec magasin et maison dessus construits, circonstances et dépendances.

Pour être vendu à mon bureau, en la cité de Québec, le SEPTIEME jour de JANVIER prochain, à DIX heures du matin.

ED. BEGIN,  
Bureau du shérif, Député shérif.  
Québec, 1er décembre 1910. 4973  
[Première publication, 3 décembre 1910.]

FIERI FACIAS.  
Québec, à savoir : } PHILEMON COUTURE ;  
No 1981. } P contre NARCISSE BE-  
LAND, à savoir :

Le lot No 144 (cent quarante-quatre), du cadastre officiel pour la paroisse de Saint-Henri, étant un lot de terre situé concession Bois-Clair sud-est—avec les bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances.

Pour être vendu à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Henri, comté de Lévis, le VINGT-TROISIEME jour de DECEMBRE prochain, à DIX heures du matin.

ED. BEGIN,  
Bureau du shérif, Député shérif.  
Québec, 17 novembre 1910. 4807.2  
[Première publication, 19 novembre 1910.]

FIERI FACIAS.  
Québec, à savoir : } DEMOISELLE SOPHIE  
No 1832. } BOURBEAU ; contre  
LEGER DORÉ, à savoir :

Une maison en bois—avec appentis y annexé et autres bâtisses en bois construits sur un terrain appartenant à Demoiselle Rosana Doré, et portant le No 39 (trente-neuf), du cadastre officiel pour la paroisse de Saint-Félix du Cap Rouge, situé sur le chemin public, circonstances et dépendances.

Pour être vendue à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Félix du Cap Rouge, comté de Québec, le VINGT-DEUXIEME jour de DECEMBRE prochain, à ONZE heures du matin.

ED. BEGIN,  
Bureau du shérif, Député shérif.  
Québec, 17 novembre 1910. 4809.2  
[Première publication, 19 novembre 1910.]

### Ventes par le Shérif—Richelieu

**A** VIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

### Sheriff's Sales—Québec

**P**UBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and place mentioned below.

FIERI FACIAS.  
Québec, to wit : } LOUIS ZEPHIRIN JONCAS ;  
No. 2295. } L against ADJ. DUSSAULT,  
to wit :

Lot No. 3095 (three thousand and ninety five), of the official cadastre for Saint John's ward, of the city of Quebec, being a lot situate on Saint John street—with shop and house thereon erected, circumstances and dependencies.

To be sold at my office, in the city of Quebec, on the SEVENTH day of JANUARY next, at TEN o'clock in the forenoon.

ED. BEGIN,  
Sheriff's office, Deputy Sheriff.  
Québec, 1st December, 1910. 4974  
[First published, 3rd December, 1910]

FIERI FACIAS.  
Québec, to wit : } PHILEMON COUTURE ;  
No. 1981. } P against NARCISSE BE-  
LAND, to wit :

Lot No. 144 (one hundred and forty four), of the official cadastre for the parish of Saint Henri, being a lot land situate in concession Bois-Clair south east—with the buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

To be sold at the church door of the parish of Saint Henri, county of Lévis, on the TWENTY THIRD day of DECEMBER next, at TEN o'clock in the forenoon.

ED. BEGIN,  
Sheriff's office, Deputy sheriff.  
Québec, 17th November, 1910. 4808  
[First published, 19th November, 1910.]

FIERI FACIAS.  
Québec, to wit : } MISS SOPHIE BOURBEAU ;  
No. 1832. } M against LEGER DORE, to  
wit :

A wooden house—with sheds attached thereto and other wooden buildings erected on a lot belonging to Miss Rosanna Doré, and bearing the No. 39 (thirty nine), of the official cadastre for the parish of Saint Félix du Cap Rouge, situate on the public road, circumstances and dependencies.

To be sold at the church door of the parish of Saint Félix du Cap Rouge, county of Quebec, on the TWENTY SECOND day of DECEMBER next, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

ED. BEGIN,  
Sheriff's Office, Deputy Sheriff.  
Québec, 17th November, 1910. 4810  
[First published, 19th November, 1910.]

### Sheriff's Sales—Richelieu

**P**UBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective time and places mentioned below.

**FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.**

*Cour Supérieure. — District de Richelieu.*

Sorel, à savoir : } **JOSEPH RICHARD ET AL.**  
No 5185. } Demandeurs ; contre **DAME**  
**JULIETTE PAULET ET VIE,** Défenderesse.

Un morceau de terre situé en la paroisse de Saint François du Lac, en la concession Grande Terre, au lieu appelé Le Village, sur le côté sud-ouest de la rue verbalisée par le procès-verbal de Alphonse Gill, de la contenance de cent quatre-vingt-quinze riens de largeur sur une profondeur de cent sept pieds, et de là, prenant une largeur de deux cent quatre-vingt quinze pieds sur une profondeur additionnelle de cent vingt et un pieds, le tout plus ou moins, et de mesure anglaise ; tenant devant vers le nord-est partie à la rue verbalisée par le procès-verbal de Alphonse Gill, partie à Antonio Camirand et à Edmond Asselin dit Boisvert, en profondeur à Herménégilde Lauzière, d'un côté vers le sud-est à Joseph Salois, et de l'autre côté vers le nord-ouest partie à Antonio Camirand, partie à Almanzor Lemire et partie à Herménégilde Lauzière, étant partie du lot numéro deux cent cinquante-huit (pt. No 258), du cadastre officiel de la dite paroisse de Saint François du Lac—avec un moulin à scier, une manufacture de porte et châssis, avec les engins, bouilloires, instruments, machines et accessoires immobilisés des dits moulin et manufacture, tel que le tout se trouve présentement, une maison et autres bâtisses dessus érigées, avec les servitudes actives et passives, apparentes et occultes attachées au dit immeuble, et notamment avec la servitude créée en faveur de l'auteur de la dite défenderesse par Herménégilde Lauzière, suivant acte reçu devant Mre A. Boucher, notaire, le huit décembre 1907, permettant de puiser de l'eau pour alimenter le dit moulin et de poser un tuyau pour conduire cette eau dans la terre du dit Herménégilde Lauzière sur une distance d'environ cinq cents pieds, avec pouvoir de réparer et renouveler le dit tuyau en payant les dommages que ce dernier pourrait encourir, et en payant au dit Herménégilde Lauzière pour l'usage de cette servitude une rente ou indemnité annuelle de deux dollars, payable le premier décembre chaque année, et aussi à la charge par l'acquéreur de payer au dit Herménégilde Lauzière le premier décembre chaque année, les rentes foncières et perpétuelles au montant de seize dollars courant.

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale de la paroisse de Saint-François du Lac, le QUATRIÈME jour du mois de JANVIER prochain, à MIDI.

P. GUEVREMONT,

Bureau du shérif, Shérif.  
Sorel, 30 novembre 1910. 4971  
[Première publication, 3 décembre 1910.]

**FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.**

*Superior Court — District of Richelieu.*

Sorel, to wit : } **JOSEPH RICHARD ET AL.**  
No. 5185. } Plaintiffs ; against **DAME**  
**JULIETTE PAULET ET VIE,** Defendant.

A piece of land situate in the parish of Saint François du Lac, in the concession Grande Terre, at the place called Le Village, on the south west side of the street verbalized by the *procès verbal* of Alphonse Gill, containing one hundred and ninety five feet in width by a depth of one hundred and seven feet, and thence, having a width of two hundred and ninety five feet by an additional depth of one hundred and twenty one feet, all more or less, english measurement : bounded in front towards the north east partly by the street verbalized by the *procès verbal* of Alphonse Gill, partly by Antonio Camirand and by Edmond Asselin dit Boisvert, in depth by Herménégilde Lauzière, on one side towards the south east by Joseph Salois, and on the other side towards the south west partly by Antonio Camirand, partly by Almanzor Lemire and partly by Herménégilde Lauzière, being part of lot number two hundred and fifty eight (pt. No. 258), of the official cadastre of the said parish of Saint François du Lac—with a saw-mill, a sash and door factory with the engines, boilers, instruments, machinery and attachments of the said mill and factory, as the whole is presently to be found, a house and other buildings thereon erected, with the apparent and unapparent servitudes attached to the said immoveable, and especially with the servitude created in favor of the auteur of the said defendant by Herménégilde Lauzière, in accordance with deed received before Mre A. Boucher, notary, on the eighth of December, 1907, permitting the drawing of water to feed the said mill, and to place a pipe to run the said water through the land of the said Herménégilde Lauzière for a distance of about five hundred feet, with power to repair and renew the said pipe by paying the damages that the latter might incur, and by paying to the said Herménégilde Lauzière for the use of the said servitude an annual rent or indemnity of two dollars, payable on the first of December of every year, and also subject to the charges of the purchaser paying to the said Herménégilde Lauzière, on the first of December of every year, the perpetual ground rents to the amount of sixteen dollars in currency.

To be sold at the parochial church door of the parish of Saint François du Lac, on the FOURTH day of the month of JANUARY next, at NOON.

P. GUEVREMONT,

Sheriff's Office, Sheriff.  
Sorel, 30th November, 1910. 4972  
[First published, 3rd December, 1910].

**Ventes par le Shérif—Trois-Rivières**

**A** VIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas

**FIERI FACIAS DE BONIS ET TERRIS.**

*Cour Supérieure. — District des Trois-Rivières.*

Trois-Rivières, à savoir : } **JOSEPH H. HEON,**  
No 240. } agent, de Victoriaville,

et y faisant affaires seul comme tel sous la raison sociale de "The Canadian Milling Company", Demandeur ; contre **J. N. BACON,** Défendeur.

Un lot de terre situé en la paroisse de Saint-Séverin, dans le rang du sud, connu et désigné sur le plan officiel et dans le livre de renvoi de la paroisse de Saint-Tite, sous le numéro cinq cent quarante-quatre (544)—avec bâtisses dessus construites.

**Sheriff's Sales—Three Rivers**

**P**UBLIC NOTICE is hereby given that the un-dermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and place mentioned below.

**FIERI FACIAS DE BONIS ET TERRIS.**

*Superior Court. — District of Three Rivers.*

Three Rivers, to wit : } **JOSEPH H. HEON,**  
No. 240. } agent, of Victoriaville,

and there carrying on business alone as such, under the firm name of "The Canadian Milling Company", Plaintiff ; against **J. N. BACON,** Defendant.

A lot of land situate in the parish of Saint Séverin, in the south range, known and designated on the official plan and book of reference of the parish of Saint Tite, under number five hundred and forty four (544)—with buildings thereon erected.

Pour être vendu à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Séverin, le QUATRIÈME jour de JANVIER prochain, à DIX heures du matin.

CHARLES DUMOULIN,

Bureau du shérif. Shérif.  
Trois-Rivières, 30 novembre 1910. 4967  
[Première publication, 3 décembre 1910.]

**FIERI FACIAS DE BONIS ET TERRIS.**

*Cour Supérieure.—District des Trois-Rivières.*

Trois-Rivières, à savoir : } JOSEPH TROTTIER,  
No 319. } Demandeur ; contre  
CASIMIR NAULT ET AL, conjointement et solidairement, Défendeurs.

Comme appartenant à Casimir Nault, un des défendeurs solidaires :

Un emplacement situé en la paroisse de Saint-Adelphe, étant une partie du lot numéro sept cent vingt et un (721), du cadastre d'enregistrement de la paroisse de Saint-Stanislas, mesurant cinquante pieds de front sur cent pieds de profondeur, mesure anglaise ; borné en front par le chemin public, en profondeur et du côté est par Amédée Roberge, et du côté ouest par Lepage et Bordeleau—avec bâtisses et dépendances dessus construites.

Pour être vendu à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Adelphe, le QUATORZIÈME jour de DECEMBRE prochain, à DIX heures du matin.

CHARLES DUMOULIN,

Bureau du shérif. Shérif.  
Trois-Rivières, 9 novembre 1910. 4723 2  
[Première publication, 12 novembre 1910.]

### Demande à la Législature

Avis est par le présent donné que le Pasteur et marguilliers de l'église de Saint-Mathias, de la cité de Westmount et diocèse de Montréal, corps incorporé, s'adresseront à la législature de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir une loi les autorisant à emprunter de l'argent, aux termes et conditions qui peuvent être approuvés sur garantie de la propriété de la dite église ou en vertu des droits de telle corporation, et dans le but de construire une église et autres bâtisses pour les services ecclésiastiques ou de paroisse des dites église et paroisse.

BOYER & GOSSELIN,

Procureurs des dits requérants.

Montréal, 29 novembre 1910. 4957

Prenez avis qu'une demande sera faite à la prochaine session de la législature provinciale, pour l'incorporation d'une compagnie qui devra porter le nom de "La Québec, Compagnie d'Assurance-Vie et Accidents" et qui se traduira en anglais : "The Quebec Life and Accident Assurance Company", pour obtenir le droit de faire en général le commerce d'assurance sur la vie et contre les accidents.

ROY, LANGLAIS & MORIN,

Procureurs des requérants.

Québec, 30 novembre 1910. 4959

### Avis Divers

WILLIS, FABER & COMPANY OF CANADA,  
LIMITED.

Copie du règlement numéro 17.

Règlement numéro 17. Le nombre des directeurs de la compagnie sera augmenté de trois à quatre, et en conséquence le règlement numéro 6 des règlements de la compagnie est amendé en

To be sold at the church door of the parish of Saint Séverin, on the FOURTH day of JANUARY next, at TEN o'clock in the forenoon.

CHARLES DUMOULIN.

Sheriff's Office, Sheriff.  
Three Rivers, 30th November, 1910. 4968  
[First published, 3rd December, 1910].

**FIERI FACIAS DE BONIS ET TERRIS.**

*Superior Court.—District of Three Rivers.*

Three Rivers, to wit : } JOSEPH TROTTIER,  
No. 319. } Plaintiff ; against  
CASIMIR NAULT ET AL, jointly and severally, Defendants.

As belonging to Casimir Nault, one of the joint and several defendants :

An emplacement situate in the parish of Saint Adelphe, being a part of lot number seven hundred and twenty-one (721), of the registration cadastre of the parish of Saint Stanislas, measuring fifty feet in front by one hundred feet in depth, english measure ; bounded in front by the public road, in depth and on the east side by Amédée Roberge, and on the west side by Lepage & Bordeleau—with buildings and dependencies erected thereon.

To be sold at the church door of the parish of Saint-Adelphe, on the FOURTEENTH day of DECEMBER next, at TEN o'clock in the forenoon.

CHARLES DUMOULIN,

Sheriff's Office. Sheriff.  
Three Rivers, 9th November, 1910. 4724  
[First published, 12th November, 1910.]

### Application to the Legislature

Notice is hereby given by the Incumbent and the churchwardens of the Church of Saint Mathias, of the city of Westmount and diocese of Montreal, a body corporate, that it will apply at the next session of the Quebec Législature for an act authorizing it to borrow money, upon such terms and conditions as may be approved upon the security of the property of said church or vested in such corporation, and for the purpose of erecting a church and other buildings for the uses ecclesiastical or parochial of the said church and parish.

BOYER & GOSSELIN,

Attorneys for said applicants.

Montreal, 29th November, 1910. 4858

Take notice that an application will be made at the next session of the Provincial Legislature, for the incorporation of a company to bear the name of "La Québec, Compagnie d'Assurance-Vie et Accidents" and or : "The Quebec, Life and Accident Assurance Company", for obtaining the right to carry on in general a life and accident insurance business.

ROY, LANGLAIS & MORIN,

Attorneys for applicants.

Quebec, 30th November, 1910. 4960

### Miscellaneous Notices

WILLIS, FABER & COMPANY OF CANADA,  
LIMITED.

Copy of by-law number 17.

By-law number 17. The number of the directors of the Company shall be increased from three to four, and in consequence by-law number 6 of the Company's by-laws is amended by replacing the

remplaçant les mots "Les affaires de la compagnie seront gérées et conduites par un bureau de trois directeurs" par les mots "Les affaires de la compagnie seront gérées et conduites par un bureau de quatre directeurs".

Je, par la présente, certifie que la susdite copie est une vraie copie d'un règlement passé à une assemblée des directeurs de Willis, Faber & Company of Canada, Limited, tenue à Montréal, le 30 novembre 1910.

RAYMOND WILLIS,  
Secrétaire-trésorier.

4979

Province de Québec, }  
District de Beauce. } *Cour Supérieure.*  
No 301.

Dame Léa Fortin, épouse commune en biens de Joseph Beaulieu, de la paroisse de Saint-Evariste, des comté et district de Beauce, dûment autorisée à ester en justice, Demanderesse; vs le dit Joseph Beaulieu, Défendeur. Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause, le 26e jour de juillet 1910. ARTHUR FORTIN, Procureur de la demanderesse, Saint Evariste Station, Beauce.

Saint-Joseph, Beauce, 15 novembre 1910. 4961

words "The affairs of the Company shall be managed and conducted by a Board of three directors" by the words "The affairs of the Company shall be managed and conducted by a Board of four directors."

I hereby certify the foregoing to be a correct copy of a by-law passed at a meeting of the directors of Willis, Faber & Company of Canada, Limited, held in Montreal, on the 30th day of November, 1910.

RAYMOND WILLIS,  
Secretary treasurer.

4980

Province of Quebec, }  
District of Beauce. } *Superior Court.*  
No. 301.

Dame Léa Fortin, wife common as to property of Joseph Beaulieu, of the parish of Saint Evariste, in the county and district of Beauce, duly authorized "à ester en justice," Plaintiff; vs the said Joseph Beaulieu, Defendant. An action for separation as to property has been instituted in this cause, on the 26th day of July, 1910. ARTHUR FORTIN, Attorney for plaintiff, Saint Evariste Station, Beauce. Saint Joseph, Beauce, 15th November, 1910. 4962

### Avis de Faillites

#### *District de Québec.*

*In re* L. E. Kronstrom, Lévis, Insolvable.  
Un premier et dernier bordereau de dividende a été préparé en cette affaire, et sera sujet à objection jusqu'au 19 décembre 1910, date après laquelle ce dividende sera payable à mon bureau.

J. P. E. GAGNON,  
Curateur.

Bureau : 44, rue Dalhousie,  
Bâtisse de la Cie Richelieu.  
Québec, 30 novembre 1910. 4987

#### *District de Québec.*

*In re* Florence Sajuk, Valcartier, Insolvable.  
En vertu d'un ordre de la cour, en date du 30 novembre 1910, j'ai été nommé curateur aux biens de cette succession.

Toutes personnes ayant des réclamations contre cette succession sont requises de les produire devant moi dans les trente jours de cette date.

J. P. E. GAGNON,  
Curateur.

Bureau : 44 rue Dalhousie,  
Bâtisse de la Cie Richelieu.  
Québec, 30 novembre 1910. 4985

#### *District de Chicoutimi.*

*In re* Cyrille Morency, Saint-Prime, Insolvable.  
En vertu d'un ordre de la cour, en date du 28 novembre 1910, j'ai été nommé curateur aux biens de cette succession.

Toutes personnes ayant des réclamations contre cette succession sont requises de les produire devant moi dans les trente jours de cette date.

J. P. E. GAGNON,  
Curateur.

Bureau : 44, rue Dalhousie,  
Bâtisse de la Cie de Richelieu.  
Québec, 30 novembre 1910. 4983

#### *District de Québec.*

Amédée Bouchard & Cie, Lauzon, comté de Lévis, ont, le 19 novembre 1910, fait cession judiciaire de leurs biens pour le bénéfice de leurs créanciers, au bureau du protonotaire de la cour supé-

### Bankrupt Notices

#### *District of Quebec.*

*In re* L. E. Kronstrom, Lévis, Insolvent.  
A first and final dividend sheet has been prepared in this matter, and will be open to objection until 19th December, 1910, after which date this dividend will be payable at my office.

J. P. E. GAGNON,  
Curator.

Office : 44, Dalhousie street,  
Richelieu & Ont. Nav. Co. Building.  
Quebec, 30th November, 1910. 4988

#### *District of Québec.*

*In re* Florence Sajuk, Valcartier, Insolvent.  
In virtue of an order of the court, dated 30th November, 1910, I have been appointed curator to this estate.

All persons having claims against this estate are requested to file them with me within thirty days from this date.

J. P. E. GAGNON,  
Curator.

Office : 44, Dalhousie street,  
Richelieu & Ont. Nav. Co. Building.  
Quebec, 30th November, 1910. 4986

#### *District of Chicoutimi.*

*In re* Cyrille Morency, Saint Prime, Insolvent.  
In virtue of an order of the court, dated 28th November, 1910, I have been appointed curator to this estate.

All persons having claims against this estate are requested to file them with me within thirty days from this date.

J. P. E. GAGNON,  
Curator.

Office : 44, Dalhousie street,  
Richelieu & Ont. Nav. Co. Building.  
Quebec, 30th November, 1910. 4984

#### *District of Québec.*

Amédée Bouchard & Co., Lauzon, Lévis county, have, on the 19th November, 1910, made a judicial assignment of their property for the benefit of their creditors, at the protonotary's office of the

rieure du district de Québec, conformément à la loi.

J. P. E. GAGNON,  
Gardien provisoire.

Bureau : 44, rue Dalhousie,  
Bâtisse de la Cie du Richelieu.  
Québec, 30 novembre 1910.

4981

superior court for the district of Quebec, according to law.

J. P. E. GAGNON,  
Provisional guardian.

Office : 44, Dalhousie street,  
Richelieu & Ont. Nav. Co. Building.  
Quebec, 30th November, 1910.

4982

## Index de la Gazette Officielle de Québec No 48.

**ACTIONS EN SEPARATION DE BIENS :—** Dmes Déay vs Hénault, 2185 ; Dion vs Gougeon, 2185 ; Epstein vs Greenberg, 2184 ; Fortin vs Beaulieu, 2198 ; Lavallée vs Poitras, 2185 ; Leblanc vs Beaupré, 2184 ; Lesage vs Légaré, 2186 ; Loisells vs Chartrand, 2184 ; Rubin vs Ship, 2185 ; Skinner vs Haysey, 2185 ; Soulière vs Vigeant, 2185 ; Syvret vs Prémont, 2184 ; Vaillancourt vs Martin, 2194.

**ANNONCEURS :—Avis aux :—** Concernant avis, etc., 2169.

**AVIS :—** Erection en titre de cure et paroisse :— Notre-Dame Della Difesa, 2183 ; Willis, Faber & Company, 2197.

**BILLS PRIVÉS. P. Q. :—** Avis au sujet des :— Assemblée législative, 2170 ; Conseil législatif, 2178.

**BILLS PRIVÉS :—** 2172.

**DEMANDES A LA LÉGISLATURE :—** Alexander, G. L., 2181 ; Boisseau, J. Armand, 2181 ; Curé et marguilliers de la paroisse de Saint-Viateur d'Outremont, 2181 ; La Québec Compagnie d'Assurance-Vie et Accident, 2127 ; Nouvelle division d'enregistrement, comté de Champlain, 2182 ; Pasteur et marguilliers de l'église de Saint-Mathias, 2197 ; Shaughnessy, W. J., 2182 ; Succession William Bentham, 2182 ; Tannenbaum, David, 2182 ; The Garden City Coy of Canada, 2182 ; The Montreal Curling Club, 2182 ; Ville de Montréal Ouest, 2183.

**EXAMEN :—** Association des architectes de la province de Québec, 2183.

**FAILLIS :—** Bessette, 2186 ; Bouchard & Cie, 2198 ; Cauchon, 2187 ; de Paris, 2186 ; Kennedy, 2187 ; Kronstrom, 2198 ; Morency, 2198 ; Ross, 2186 ; Sajuk, 2198 ; Sauvé (Dme), 2187 ; Shaker, 2187.

**LETTRES PATENTES :—** La Cie d'Aqueduc de Trois-Pistoles, 2176 ; La Cie de Pulpe de Chicoutimi, 2173 ; La Cie Industrielle de Saint Boniface, limitée, 2175 ; Les Usines Mécaniques Grandville, limitée, 2177 ; The Country Club of Montreal, incorporated, 2174 ; The Winter Club limited, 2172 ; Wanderers Hockey Club, limited, 2177.

**LICENCE ÉMISE :—** L'Union Générale, 2183.

**MUNICIPALITÉS SCOLAIRES :—** Annexée ou érigée :— A concession Château-des-Hêtres, divers lots de Sainte-Marguerite de Brown's Gore, 2171 ; A St-Jacques-le-Mineur, divers lots de saint Julien de Wolfestown, 2171.

**NOMINATIONS :—** Commissaires d'écoles :Municipalité Saint-Modeste, 2171.

## Index of the Quebec Official Gazette, No. 48.

**ACTIONS FOR SEPARATION AS TO PROPERTY :—** Dmes Déay vs Hénault, 2185 ; Dion vs Gougeon, 2185 ; Epstein vs Greenberg, 2184 ; Fortin vs Beaulieu, 2198 ; Lavallée vs Poitras, 2185 ; Leblanc vs Beaupré, 2184 ; Lesage vs Légaré, 2286 ; Loiselle vs Chartrand, 2184 ; Rubin vs Ship, 2185 ; Skinner vs Haysey, 2185 ; Soulière vs Vigeant, 2185 ; Syvret vs Prémont, 2184 ; Vaillancourt vs Martin, 2154.

**ADVERTISERS :—** Notice to :—Respecting notices, &c, 2169.

**NOTICE :—** Erection as a cure and parish :— Notre-Dame Della Difesa, 2183 ; Willis, Faber & Company, 2197.

**PRIVATE BILLS. P. Q. :—** Notices respecting the :— Legislative Assembly, 2179 ; Legislative Council, 2178.

**PRIVATE BILLS :—** 2172.

**APPLICATIONS TO THE LEGISLATURE :—** Alexander, G. L., 2181 ; Boisseau, J. Armand, 2181 ; Curé et marguilliers of the parish of Saint-Viateur d'Outremont, 2181 ; The Quebec Life and Accident Assurance Coy, 2197 ; New registration division, county of Champlain, 2182 ; Incumbent and churchwardens of the church of Saint Mathias, 2197 ; Shaughnessy, W. J., 2182 ; Estate William Bentham, 2182 ; Tannenbaum, David, 2182 ; The Garden City Coy of Canada, 2182 ; The Montreal Curling Club, 2182 ; Town of Montreal West, 2183.

**EXAMINATION :—** Province of Quebec Association of architects, 2183.

**INSOLVENTS :—** Bessette, 2186 ; Bouchard & Cie, 2198 ; Cauchon, 2187 ; de Paris, 2186 ; Kennedy, 2187 ; Kronstrom, 2198 ; Morency, 2198 ; Ross, 2186 ; Sajuk, 2198 ; Sauvé (Dme), 2187 ; Shaker, 2187.

**LETTERS PATENT :—** La Cie d'Aqueduc de Trois-Pistoles, 2176 ; La Cie de Pulpe de Chicoutimi, 2173 ; La Cie Industrielle de Saint Boniface, limitée, 2175 ; Les Usines Mécaniques Grandville, limitée, 2177 ; The Country Club of Montreal, incorporated, 2174 ; The Winter Club, limited, 2172 ; Wanderers Hockey Club, limited, 2177.

**LICENSE ISSUED :—** L'Union Générale, 2183.

**SCHOOL MUNICIPALITIES :—** To concession Côte des Hêtres, several lots of Sainte Marguerite de Brown's Gore, 2171 ; At Saint Jacques le Mineur, several lots of Saint Julien de Wolfestown, 2171.

**APPOINTMENTS :—** School commissioners :— Municipality Saint Modeste, 2171.

- Cour des Commissaires :— Sainte-Anne de Yamachiche, 2170.  
 Estimateurs :— Municipalité de Brébeuf, comté Labelle, 2170.  
 Juges de paix :— Districts de Pontiac, 2170 ; Saint-Hyacinthe, 2170 ; Montréal, 2170 ; Trois-Rivières, 2171.
- NOTAIRES, MINUTES DE, DEMANDE DE TRANSFERT :— Par Robert Hugh Barron, 2171.
- ORDRE DE COUR :— McComber & Cummings vs Miller et al, 2188 ; Roy vs Proulx & Frère, 2188.
- PROCLAMATION :— Convocation des Chambres pour la dépêche des affaires, 2187.
- REQUÊTE :— La Congrégation Juive Oheb Sholem, 2186.
- VENTE D'IMMEUBLE :— The Caledonian Biscuit Confectionery Coy, 2165.
- VENTES PAR LES SHERIFS :
- ARTHABASKA :— Crépeau vs héritiers Marceau ; 2189 ; La Cie Industrielle de Saint-Bonaventure, faillie, 2189 ; Laferté vs Forcier, 2190.
- CHICOUTIMI :— Asselin et al vs Gagné et al, 2190 ; Garon vs Larouche, 2190 ; Pagé vs Morgan, 2191.
- IBERVILLE :— McNulty vs Goyette et al, 2192.
- KAMOURASKA :— Potvin vs Francœur et al, 2192 ; Pouliot et al vs Teed, 2193.
- MONTMAGNY :— Potvin et al vs Francœur, 2193.
- MONTREAL :— La Cie de construction du Saint Laurent vs Lavoie, 2194.
- PONTIAC :— Graham vs Henderson esql, 2194.
- QUÉBEC :— Bourbeau (Delle) vs Doré, 2195 ; Couture vs Béland, 2195 ; Joncas vs Dussault, 2195.
- RICHELIEU :— Richard et al vs Dme Paulet et vir, 2196.
- TROIS RIVIÈRES :— Héon vs Bacon, 2196 ; Trottier vs Nault et al, 2197.
- Commissioners Court :— Sainte Anne de Yamachiche, 2170.  
 Valuators :— Municipality of Brébeuf, county of Labelle, 2170.  
 Justices of the peace :— Districts of Pontiac, 2170 ; Saint Hyacinth, 2170 ; Montreal, 2170 ; Three Rivers, 2171.
- NOTARIAL MINUTES, APPLICATION FOR TRANSFER — By Rob. Hugh Barron, 2171.
- ORDER OF COURT :— McComber & Cummings vs Miller et al, 2188 ; Roy vs Proulx & Frère, 2188.
- PROCLAMATION :— Parliament convokes for dispatch of business, 2187.
- PETITION :— The Jew Congregation Oheb Sholem, 2186.
- SALE OF IMMOVABLE :— The Caledonian Biscuit Confectionery Coy, 2165.
- SHERIFFS' SALES :
- ARTHABASKA :— Crépeau vs heirs Marceau ; 2189 ; La Cie Industrielle de Saint Bonaventure, insolvent, 2189 ; Laferté vs Forcier, 2190.
- CHICOUTIMI :— Asselin et al vs Gagné et al, 2190 ; Garon vs Larouche, 2190 ; Pagé vs Morgan, 2191.
- IBERVILLE :— McNulty vs Goyette et al, 2192.
- KAMOURASKA :— Potvin vs Francœur et al, 2192 ; Pouliot et al vs Teed, 2193.
- MONTMAGNY :— Potvin et al vs Francœur, 2193.
- MONTREAL :— La Cie de construction du Saint-Laurent vs Lavoie, 2194.
- PONTIAC :— Graham vs Henderson esql, 2194.
- QUEBEC :— Bourbeau (Delle) vs Doré, 2195 ; Couture vs Béland, 2195 ; Joncas vs Dussault, 2195.
- RICHELIEU :— Richard et al vs Dme Paulet et vir, 2196.
- THREE RIVERS :— Héon vs Bacon, 2196 ; Trottier vs Nault et al, 2197.